

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ARMÉE COLONIALE
SES RAPPORTS AVEC LA COLONISATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

présentée et soutenue

le Vendredi 26 Avril 1901, à 8 heures 1/2 du matin

PAR

R. PERRIN de BOUSSAC

Président : M. ESTOUBLON.

*Suffragants : { MM. LEVEILLÉ.
 GIDE.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1901

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ARMÉE COLONIALE

SES RAPPORTS AVEC LA COLONISATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

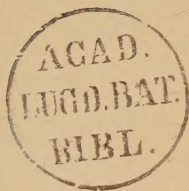
(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 26 Avril 1901, à 8 heures 1/2 du matin

PAR

R. PERRIN de BOUSSAC



Président : M. ESTOUBLON.

Suffragants : { MM. LEVEILLÉ.
GIDE.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1901

INTRODUCTION

Il y a, personne ne peut le nier, un mouvement d'expansion qui entraîne les vieilles nations d'Europe hors de chez elles. La constitution de toutes les grandes puissances s'est modifiée simultanément. D'Européennes qu'elles étaient elles sont devenues extra-européennes. Etats à population et à territoires limités, elles se sont senties menacées de disparaître ou de passer au second plan devant des pays aussi vastes et aussi peuplés que les Etats-Unis. Elles sont sorties de leurs frontières et se sont répandues sur des continents neufs.

Il y a vingt ans l'Allemagne, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, ne songeaient pas à coloniser. La Russie elle-même visait plutôt Constantinople que l'Extrême-Orient ; seules l'Angleterre et la France commençaient à se répandre au dehors. En 1885, au moment de la conférence de Berlin, où la question du Congo fut discutée, l'intérieur de l'Afrique était presque totalement inconnu. On croyait que l'avenir en Afrique pour les puissances européennes consistait dans la possession de quelques points, de quelques comptoirs sur les côtes

au moyen desquels on ferait venir les richesses de l'intérieur.

Aujourd'hui que voyons-nous ?

L'Angleterre, outre le Canada et les Indes, s'est réservé près de la moitié de l'Afrique. Elle prétend étendre sa domination du Cap au Caire. La Russie s'est tournée vers l'Asie et absorbe petit à petit les provinces septentrionales de la Chine. L'Allemagne s'est établie en Afrique et a pris pied fortement en Chine et en Océanie. L'Italie, après avoir fait un sérieux mais stérile effort en Erythrée, cherche à obtenir de la Chine des concessions territoriales. L'Autriche-Hongrie, elle-même, puissance uniquement continentale, n'a pas cru devoir se désintéresser des affaires du Céleste Empire.

La France, après 1870, avait deux politiques à suivre : ou chercher uniquement à venger ses désastres, ou suivre le mouvement des grandes puissances. C'est ce dernier parti qu'elle a adopté et elle ne pouvait guère faire autrement. Elle avait déjà un certain nombre de positions en Afrique qu'elle ne pouvait pas abandonner. Pour les conserver, il fallait les agrandir, ne pas se laisser dépasser par les autres et se lancer de l'avant.

C'est ce qu'on a fait. Grâce aux efforts de ses explorateurs et officiers, qui ont parcouru les différentes parties du monde et ont étendu successivement sa domination, elle possède un immense et magnifique empire qui s'étend sur trois continents : l'Europe, l'Asie, l'Afrique, sans compter ses possessions des Antilles et de

l'Océanie. En Asie, l'Indo-Chine est appelée à augmenter dans le monde la puissance politique et économique de la métropole ; dans l'Océan indien, Madagascar nous est précieuse, non seulement par ses richesses mais par sa situation géographique. Enfin en Afrique, nous possédons, au nord l'Algérie et la Tunisie, sans compter les immenses territoires du Soudan qui s'étendent depuis le Sud-Algérien jusqu'aux frontières de l'Etat libre du Congo.

Mais de cette constitution nouvelle des États sort un équilibre des puissances nouveau. Avec cette extension des puissances, leurs intérêts en même temps que leurs frontières se sont déplacés. Les questions politiques sont devenues universelles. L'équilibre européen n'existe plus, il y a un équilibre mondial. Si quelque difficulté surgissait, le succès dépendrait peut-être de la situation que chacune d'elles aurait su acquérir et conserver hors d'Europe. Les champs de bataille futurs, probablement, s'étendront bien au delà des anciennes limites ; ils s'étendront peut-être sur trois ou quatre parties du monde. C'est peut-être en Asie que se débattront et se dérouleront les guerres de l'avenir, les destinées même des nations européennes. La Chine sera peut-être appelée à jouer en Asie le même rôle que la Turquie en Europe. Depuis très longtemps on n'a été grande puissance en Europe que lorsqu'on pouvait s'occuper de la Turquie. Peut-être dans un temps plus ou moins éloigné, les grandes puissances seront-elles celles qui au-

ront le droit de parler et de s'occuper des affaires de la Chine.

Mais il ne suffit pas d'avoir conquis d'immenses régions, il faut encore les défendre contre les convoitises des nations rivales venues trop tard et n'ayant pu acquérir dans ce partage du monde la place qu'elles ambitionnaient.

Le meilleur moyen, pour un État, de les défendre, est d'avoir l'armée de sa politique. Il faut que la constitution organique d'un pays soit conforme à sa constitution militaire. Il est bien évident en effet que l'armée d'une puissance européenne ne doit pas être la même que celle d'une puissance extra-européenne.

Tout pays qui colonise doit avoir à son service une forte armée coloniale, suffisante non seulement pour réprimer toute tentative d'insurrection de la part des indigènes, mais encore pour repousser toute attaque venant de l'extérieur. C'est encore le moyen de vivre en paix ; si on est fort, on n'est pas attaqué.

En résumé, si on veut des colonies, il est indispensable d'avoir une forte armée coloniale. L'Angleterre, l'Allemagne et la Russie l'ont bien compris et sont entrées dans cette voie.

L'Angleterre, avec sa marine la première du monde, peut, quand cela lui sera nécessaire, déverser sur les points les plus menacés et y concentrer les forces inutilisées ailleurs. Outre cela, l'armée des Indes compte 300,000 hommes. Enfin l'armée de la reine, qui com-

prend 200,000 hommes et réside normalement en Angleterre, peut être appelée du jour au lendemain à servir aux colonies.

La Russie, à mesure qu'elle colonise, incorpore dans son armée les peuplades guerrières qu'elle soumet. Elle a 200,000 hommes en Asie en temps de paix et grâce à ses trois grands chemins de fer, elle pourra, quand cela lui sera nécessaire, doubler ce chiffre du jour au lendemain. Le transcaspien est achevé, le transsibérien est en cours d'exécution et un troisième allant d'Orenbourg à Tackend est à l'étude.

L'Allemagne n'a pas encore une très forte armée coloniale, car elle ne colonise que depuis peu de temps. mais elle a bien compris l'importance que l'armée coloniale doit avoir. Pour elle ce doit être un instrument diplomatique de premier ordre. Ce qui le prouve c'est qu'elle l'a rattachée au Ministère des Affaires étrangères et d'ici peu son armée coloniale sera de force à se mesurer avec celle de l'Angleterre et de la Russie.

Ces puissances, surtout les deux premières, ont l'armée de leur politique. C'est ce qui fait leur force. Pourquoi la Russie peut-elle parler librement à l'Angleterre, traiter d'égal à égal avec elle, lui imposer jusqu'à un certain point sa volonté ? C'est qu'elle peut appuyer sa parole par une démonstration militaire sur la frontière du Pamir. Elle a une armée suffisante. Qu'est-ce qui fait la force de l'Angleterre dans une négociation avec une

autre puissance, c'est qu'elle a une forte armée coloniale.

L'armée coloniale a un autre rapport avec la colonisation. Elle est appelée à servir à la mise en valeur de nos possessions, à favoriser leur exploitation. Le soldat doit assurer la sécurité du colon ; si celui-ci risque chaque jour de se faire assassiner, de voir sa ferme pillée, ses moissons détruites, ses troupeaux enlevés, personne ne voudra tenter l'aventure. Il faut sentir à côté de soi une autorité sur qui on puisse s'appuyer, qui vous protège ; sinon pas de colonisation possible. On devra aussi, suivant la méthode préconisée par le général Galliéni à Madagascar, se servir du soldat libérable pour enseigner aux indigènes la culture, l'industrie, etc. On devra les encourager à rester, après leur libération, dans la colonie, comme colons. Ils formeront ainsi le premier fonds de colonisation.

Tel est le double rapport de l'armée coloniale avec la colonisation. C'est une lourde tâche. Aussi est-il nécessaire d'apporter à son organisation, à sa constitution, tous les soins possibles. Les puissances étrangères en ont compris l'importance et se sont appliquées à la développer le plus possible.

A côté de cela qu'a fait la France ? Elle s'est acquis, nous l'avons dit, un magnifique empire colonial. Sa politique s'est transformée, d'européenne elle est devenue coloniale. Ses intérêts se sont déplacés. Elle s'est taillé, dans le partage des continents, une très belle part. Elle

est la deuxième puissance coloniale du monde. D'où vient donc sa faiblesse dans une négociation avec notre voisine ? Elle vient de ce que nous n'avons pas l'armée de notre politique. Nous sommes très forts en Europe, mais nos colonies ne sont pas défendues suffisamment. Aux 300,000 hommes de l'armée des Indes, sans compter les 200,000 de l'armée de la reine qui, comme nous l'avons dit, peut être appelée à quitter la métropole, aux 400,000 Russes de l'Asie, nous ne pouvons opposer, et encore en mobilisant toutes les réserves, que 60,000 hommes de troupes coloniales. C'est là notre point faible.

Il ne faut pas pousser les choses à l'extrême ni oublier que ce que nous devons garder avant tout, c'est la France. Pendant longtemps encore, le sort du monde se jouera probablement en Europe. Mais sans vouloir sacrifier l'armée métropolitaine à l'armée coloniale, il est certain que nous devons faire les plus grands efforts pour renforcer cette dernière et assurer ainsi la défense de cet empire conquis au prix de si grands sacrifices.

Il y a un siècle et demi, la France était déjà une grande puissance coloniale, elle possédait des établissements d'outre-mer d'une étendue considérable pour l'époque. Elle avait exploré et colonisé des régions immenses dans l'Amérique du Nord ; la plus grande partie des Indes lui appartenait. De toutes ces possessions, aujourd'hui, il ne lui reste plus rien ou presque rien,

juste ce que l'Angleterre a bien voulu lui laisser. Elle lui a tout pris, et cela parce qu'à cette époque les forces dont elle disposait dans ses possessions lointaines n'étaient suffisantes, ni en nombre, ni en qualité.

L'Angleterre ne s'est pas contentée de lui prendre ses colonies, elle a fait du Français le soldat continental de l'Angleterre. Comme disait le général Niox dans ses cours de l'école de guerre : « Par un singulier retour des choses de ce monde, la France, depuis un certain nombre d'années, est devenue le soldat continental de l'Angleterre. »

« L'Angleterre nous a entraînés avec elle en Crimée, au Mexique, en Chine, un peu partout. Notre alliance russe semble avoir donné au soldat continental une certaine liberté dans ses entournures. L'Angleterre paraît n'en être pas contente. »

Cette situation intolérable ne peut pas se prolonger. Nous devons conserver nos conquêtes et, d'un autre côté, nous ne devons plus faire le jeu de l'Angleterre en Europe. La France est riche ; à l'étranger on le sait ; elle est l'objet de toutes les convoitises. Pour ces raisons, la plus élémentaire prudence nous ordonne d'être prêts à toute éventualité, tant en France que dans nos colonies.

Cette solution s'impose aujourd'hui plus que jamais. Il y a quelques mois, nous nous sommes aperçus que la guerre n'était peut-être pas si éloignée que nous ne le pensions. Si, à ce moment là, nous avions eu une ar-

mée coloniale plus forte, nous aurions pu avoir une politique plus conforme à nos intérêts et à notre dignité.

En résumé, pour toutes ces raisons, nous voyons qu'une forte armée coloniale nous est indispensable. Depuis longtemps, nous en possédons une, mais elle était insuffisante ; tout le monde était d'accord pour l'admettre. La loi du 7 juillet 1900 est venu apporter de nombreuses modifications à l'état de choses existant. Nous allons étudier l'organisation des forces coloniales avant la loi du 7 juillet, nous étudierons les réformes introduites par la loi ; enfin nous rechercherons si tous les progrès désirables ont été réalisés ou si au contraire le législateur n'aura pas à apporter d'ici peu certaines améliorations.

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DES TROUPES COLONIALES DEPUIS LEUR ORIGINE JUSQU'A LA LOI DU 7 JUILLET 1900

La fondation de nos premières colonies due à l'initiative privée date du milieu du XVII^e siècle. Le gouvernement royal, de peur de se lancer dans de grandes dépenses en vue de profits incertains, préféra confier à des compagnies, qui prirent le nom de compagnies de colonisation, le soin de conquérir, de défendre et d'exploiter les nouveaux territoires. Ces compagnies en étaient propriétaires et y exerçaient un pouvoir presque absolu. Elles décidaient de la paix ou de la guerre avec les chefs indigènes, avaient droit de haute, basse et moyenne justice et levaient les troupes qui leur étaient nécessaires. Ce furent les premières troupes coloniales.

Ce premier essai fut malheureux. Le recrutement, l'administration et le commandement de ces troupes appartenant aux compagnies, celles-ci, dans un but d'économie facile à comprendre, n'envoyèrent aux colonies qu'un minimum de soldats ; et encore ces soldats, re-

crutés par le racolage, n'avaient-ils pas grande valeur. Les officiers n'étaient guère meilleurs. Mal payés par les directeurs, ils se rattrapaient sur leur compagnie dont l'administration leur appartenait. Pas de contrôle, pas de discipline, le désordre du haut en bas de l'échelle, telle était la situation.

Elle ne pouvait pas durer sans compromettre le sort de nos nouvelles possessions. Le roi ne tarda pas à s'en inquiéter et à s'immiscer dans les affaires des compagnies. Il finit même par leur enlever les colonies qui furent rattachées à la couronne avec un gouverneur nommé par le roi. Les troupes coloniales furent réorganisées. Les hommes signaient un engagement de huit ans mais pouvaient être libérés avant l'expiration de ce temps à la condition de rester dans la colonie. C'était une excellente mesure pour avoir non seulement des colons mais une solide réserve aux colonies.

Quant aux officiers, ils sortaient des écoles des cadets de France. Les cadres subalternes ne valaient guère mieux que ceux des compagnies, car tous les sujets de valeur préféraient rester en Europe où les occasions de se signaler étaient plus nombreuses. Quant aux grades supérieurs, le roi veillait attentivement à ce qu'ils ne fussent donnés qu'au mérite.

En 1763, le ministre de la Guerre fut chargé de la défense des colonies. Pour l'assurer, il disposait de forces fournies par son département et de légions recrutées dans le pays même et comprenant les trois armes.

On obtint de mauvais résultats avec ces légions coloniales. Elles n'avaient ni discipline, ni esprit de corps puisque les trois armes étaient mélangées. D'autre part les contingents venus de la métropole, en arrivant aux colonies, payaient un large tribut à la maladie. A peine étaient-ils acclimatés que le temps de la relève arrivait ; ils étaient remplacés par d'autres contingents qui tombaient malades à leur tour, de telle sorte que les effectifs n'étaient jamais au complet.

En 1765 éclatent les premiers conflits entre la guerre et la marine. Les partisans de cette dernière déclarent qu'il y a un lien étroit entre elle et les colonies. Sans marine, comment défendre les colonies, et sans colonies à quoi sert la marine ? C'est donc elle qui doit être chargée de la défense des colonies et des troupes coloniales.

Ils obtiennent gain de cause. L'ordonnance du 18 août 1772 supprime les légions coloniales et crée à leur place des régiments coloniaux rattachés à la marine.

Celle-ci, outre ces régiments coloniaux, avait à sa disposition les troupes proprement dites de la marine, comprenant infanterie et artillerie, sous le nom de corps royal de la marine. Ces troupes se fondirent dans la suite avec les troupes coloniales, mais à cette époque elles formaient un corps distinct, chargé d'assurer le service des arsenaux et le service de l'artillerie et de la mousqueterie à bord des vaisseaux du roi.

Ce corps royal de la marine avait été créé par l'or-

donnance du 18 février 1772. Il devait, outre les fonctions que nous avons indiquées plus haut, servir de réserve aux régiments coloniaux. Supprimé deux ans plus tard, il fut remplacé par des compagnies franches qui cédèrent la place le 24 octobre 1784 au corps royal d'artillerie des colonies et à des compagnies de fusiliers d'infanterie de marine.

Cette organisation, supérieure à la précédente, dure jusqu'à la Révolution. Le soldat est mieux payé, les rengagements sont favorisés par des primes et hautes payes dont le montant augmente suivant le nombre des rengagements. De plus, au bout de 32 ans, on peut avoir droit à une retraite.

Le 20 juillet 1791, toutes les troupes coloniales sont rattachées au Ministère de la Guerre. Les régiments coloniaux changent de nom. On les appelle demi-brigades. Quant à l'artillerie des colonies, elle est simplement rattachée à la guerre.

Ces demi-brigades aux colonies font cause commune avec les nègres révoltés, on les supprime et on fait appel à des troupes métropolitaines relevées périodiquement.

En 1795, nouveau changement, les troupes de la marine recouvrent le service des colonies. Le 4 janvier 1813, la guerre le reprend pour le rendre à la marine quelques mois plus tard, en 1814.

L'ordonnance du 23 mars 1815 diminuait notablement les effectifs de l'armée métropolitaine. Elle est

suivie de l'ordonnance du 21 février 1816 qui diminuait beaucoup les troupes de la marine. Celles-ci prennent le nom de corps royal de l'artillerie de marine. Ce corps étant insuffisant pour subvenir aux besoins de la flotte et des colonies, on forme dans un certain nombre de régiments des bataillons supplémentaires pour servir hors d'Europe. Les hommes n'y servent que sur leur demande et, en cas d'insuffisance seulement, on a recours aux mauvaisés têtes des régiments. C'est le premier pas vers le principe consacré par la loi du 30 juillet 1893 « que les troupes coloniales ne doivent comprendre que des volontaires ».

Ces volontaires ayant fait défaut, on augmente alors, par une ordonnance du 7 août 1822, de deux régiments le corps royal d'artillerie de marine. Autre difficulté : les officiers de vaisseau veulent écarter les officiers d'infanterie de marine et exercer directement le commandement des troupes à bord. On licencie ces deux régiments et, à partir de 1827, le service de l'artillerie et de la mousqueterie à bord est assuré par des marins sous les ordres de leurs officiers.

La garde des colonies est de nouveau confiée à des régiments de l'armée de terre relevés périodiquement. Ces régiments dépendent de la guerre, mais sont administrés par la marine. D'où conflits.

L'ordonnance du 14 mai 1831 y met un terme, en reformant deux régiments d'infanterie de marine devant fournir les garnisons coloniales. Le recrutement, l'ad-

ministration et les règles sur l'avancement étaient les mêmes que pour l'infanterie de ligne.

L'artillerie de marine qui, en 1825, n'avait conservé que les directions, forges et fonderies, et batteries des ports militaires, se voit rendre en 1829 le service de l'artillerie aux colonies.

De 1831 au 26 novembre 1869 on n'apporte que des modifications de détail. Les troupes sont successivement augmentées par la monarchie de Juillet, diminuées pendant la révolution de 1848, réaugmentées sous le second Empire. Signalons le décret du 3 mai 1848 qui leur rend applicable la loi du 22 mars 1832 sur le recrutement de l'armée.

Le décret du 26 novembre 1869 les organise d'une façon solide et presque définitive. Il leur rend applicable la loi de recrutement de 1868 qui réduit la durée du service militaire à 5 ans et définit ainsi leur rôle :

« L'infanterie de marine est affectée au service de garnison dans les ports militaires et dans les colonies et pays de protectorat (l'Algérie exceptée).

« Elle prend part aux guerres de l'Europe, aux expéditions maritimes et autres.

« Elle peut être appelée à former des détachements à bord des bâtiments de l'Etat. »

La loi du 27 juillet 1872 sur le recrutement de l'armée, s'occupe spécialement de leur recrutement. Elle stipule dans son article 37 l'appel, en cas d'insuffisance

de volontaires, au contingent métropolitain, en commençant par les plus bas numéros.

La loi du 15 juillet 1889 réduit à trois ans la durée du service militaire. En ce qui concerne le recrutement des troupes coloniales, elle maintient les dispositions de la loi de 1872 en les complétant.

D'abord elle décide dans son article 60 que les engagements pour ces troupes ne pourront pas avoir une durée inférieure à 5 ans avec prime pendant les deux dernières années. Autoriser les engagements volontaires pour 3 et 4 ans pour les troupes métropolitaines et les proscrire pour les troupes coloniales, c'était écarter de ces troupes tous ceux qui ne s'engagent que pour se libérer plus vite de la dette que chaque français doit à la patrie. Le législateur ainsi manifestait l'intention de faire de cette armée, une armée de carrière, composée uniquement de gens ayant la vocation coloniale.

En vertu de ce même principe, on a favorisé les rengagements pour ces troupes. Alors que pour l'armée de terre, le droit de rengagement pour 2, 3 ou 5 ans est limité aux brigadiers ou caporaux, et à certaines catégories de soldats d'élite, pendant leur dernière année de service, tout soldat colonial peut, après six mois de service se rengager pour 2, 3 ou 5 ans ; il en est de même des militaires de la réserve de l'armée active âgés de moins de 28 ans et même des régiments étrangers avec l'autorisation du ministre de la Guerre. Ces rengagements donnent droit à des primes et gratifications

annuelles, hautes paies journalières et retraite après 15 ans de service.

Les articles 44 et 81 nous indiquent d'autres sources de recrutement.

L'article 81 déclare les dispositions de la loi applicables dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion. Dans les autres, elles sont également applicables mais avec quelques modifications : on ne reste qu'un an sous les drapeaux à condition de ne pas rentrer en France avant trente ans pour s'y fixer. On ne doit même pas cette année de service s'il n'y a pas de corps stationné dans un certain rayon fixé par arrêté ministériel.

L'article 44 nous indique deux autres sources :

1° Les jeunes gens qui, au moment des opérations du conseil de revision, auront demandé à entrer dans les troupes coloniales et auront été reconnus propres à ce service ;

2° A défaut d'un nombre suffisant d'hommes compris dans les catégories précédentes, les jeunes gens dont les numéros suivent immédiatement ceux des hommes affectés à l'armée de mer.

Ce dernier paragraphe de l'article 44 reproduisait presque exactement les dispositions de l'article 37 de la loi de 1872. Il fut vivement attaqué. Depuis longtemps on reconnaissait que les risques et les fatigues du service aux colonies et dans la métropole ne pouvaient se comparer. Pourquoi faire supporter ces ris-

ques et ces fatigues à ceux qui avaient tiré des faibles numéros ? C'était contraire à l'égalité et injuste.

La loi du 30 juillet 1893, relative uniquement au recrutement de l'armée coloniale, vient mettre un terme à cet abus, en supprimant radicalement tout appel non volontaire au contingent métropolitain. L'article 1^{er} s'exprime ainsi :

« L'armée coloniale, en ce qui concerne l'élément français, se recrute exclusivement par des volontaires. Les engagements et rengagements sont contractés dans les conditions suivantes : 1° par voie d'engagements volontaires ; 2° par voie d'incorporation des jeunes gens qui au moment des opérations du conseil de revision auront demandé à entrer dans les troupes coloniales ; 3° par voie de rengagements ; 4° en cas d'insuffisance par l'appel fait sous forme d'engagements aux volontaires de l'armée de terre, sous-officiers, brigadiers, caporaux et soldats ayant plus d'une année de présence sous les drapeaux. En cas d'expédition s'il y a insuffisance des engagés et rengagés volontaires, il sera fait appel à la légion étrangère qui relève du ministre de la Guerre. »

Il ne s'agit plus ici que de volontaires. N'ira aux colonies que celui qui y consentira. L'armée coloniale devient une armée de carrière, distincte de l'armée métropolitaine.

Son organisation est complétée par différents décrets. Notons celui du 5 octobre 1889, celui du 7 janvier 1890

et celui du 4 septembre 1889. Le premier « portant constitution du corps du commissariat colonial » rattache au ministère des colonies la portion du corps du commissariat de la marine affecté au service colonial.

Le second rattache également au ministère des colonies tout un personnel de médecins chargés aux colonies des hôpitaux.

Le troisième remet l'administration des troupes de la marine avec leur budget au département des colonies.

**Situation des troupes coloniales avant la loi
du 7 juillet 1900.**

En résumé, voici la situation des troupes coloniales avant la loi de 1900. Elles dépendent du Ministère de la Marine, sont recrutées uniquement au moyen de volontaires. Les dépenses qu'elles nécessitent sont réparties sur deux budgets. La partie des troupes stationnée en France émerge sur le budget de la marine, la partie stationnée aux colonies sur celui des colonies. Elles ont des effectifs autonomes, mais leurs services administratifs, corps du commissariat colonial et de santé sont rattachés au Ministère des Colonies. La subordination de l'administration au commandement n'existe pas. Le chef du service administratif relève du gouverneur. En temps de paix, le commandant militaire n'a qu'un droit de réquisition sur tous les agents administratifs. Ceux-

ci passent sous son autorité, dès qu'une expédition est ordonnée. Cette disposition avait été prise en vue d'enrayer les dépenses militaires exagérées en les mettant sous le contrôle direct d'un représentant du pouvoir central.

La partie de ces troupes stationnées en France assure la relève et, en cas de guerre européenne, concourt avec l'armée continentale à la défense de la métropole. La partie, stationnée aux colonies, assure la garde de nos possessions.

Outre ces attributions qu'elle partage avec l'infanterie de marine, l'artillerie de marine est chargée du service des batteries des ports et rades de nos cinq ports militaires et s'occupe également du matériel d'artillerie de la flotte.

L'armée coloniale se composait :

1^o De la gendarmerie maritime composée de 5 compagnies, une par port ;

2^o Des troupes de l'artillerie de la marine formant en France :

2 régiments ;

5 compagnies d'ouvriers ;

1 compagnie d'artificiers,

Aux colonies :

Des batteries et des détachements d'ouvriers dont le nombre, la nature et la composition sont déterminés par arrêtés ministériels.

Les deux régiments comprenaient :

- 1 état-major par régiment ;
- 1 peloton hors rang par régiment ;
- 6 batteries montées ;
- 4 batteries de montagne ;
- 13 batteries à pied ;
- 1 dépôt des isolés ;

Plus des compagnies de conducteurs sénégalais et soudanais.

L'infanterie de marine formait 15 régiments, plus des détachements coloniaux, 1 régiment de tirailleurs sénégalais, 1 régiment de tirailleurs soudanais, 1 de tirailleurs annamites, 4 de tirailleurs tonkinois, 1 de tirailleurs malgaches, 1 compagnie de cipahis de l'Inde, 1 bataillon de tirailleurs haoussas, 2 compagnies de disciplinaires des colonies et 1 de disciplinaires de la marine.

L'article 1^{er} de la loi du 30 juillet 1893 permet en cas d'expédition, s'il y a insuffisance de troupes, de faire appel à la légion étrangère, soit une force totale d'environ 60.000 hommes.

En dehors des troupes régulières, il y avait des milices chargées d'exécuter des opérations de police intérieure.

Reproches adressés à cette situation.

Cette situation laissait beaucoup à désirer. On lui faisait depuis longtemps de graves reproches :

1° Insuffisance d'effectifs. Nos garnisons coloniales n'auraient pu résister à une attaque sérieuse venant de l'extérieur. Aux 4 ou 500,000 hommes dont la Russie et l'Angleterre pouvaient disposer, nous ne pouvions opposer que 60,000 hommes environ, et encore en épuisant nos réserves des ports. En 1898, au moment où les rapports entre la France et l'Angleterre étaient très tendus, on constata une fois de plus l'insuffisance des moyens de la marine. Celle-ci, afin de pouvoir envoyer des renforts aux colonies, dut s'adresser à la guerre. Les deux ministres rivalisèrent d'efforts et on finit par faire face à la situation, mais à l'aide d'expédients dangereux. En s'adressant ainsi à la guerre, on risquait d'abord de compromettre notre mobilisation européenne ; de plus, n'ayant pas été prévenue, n'ayant rien pu préparer à l'avance, la guerre ne pouvait intervenir que dans de mauvaises conditions.

Il importait donc de modifier un recrutement qui ne pouvait même pas suffire aux besoins d'une armée de 60,000 hommes, alors qu'il nous en aurait fallu 100,000, peut-être davantage.

2° Non seulement le recrutement ne donnait pas assez de soldats, mais il les donnait trop jeunes. Près de la moitié sont des jeunes gens de 18 ans qui se sont engagés pour se libérer plus vite du service. Quant à l'autre moitié, ce sont presque tous des jeunes gens ayant rengagé au cours de leur service militaire et par conséquent encore très jeunes.

3° Autre grave reproche. Le principe de la subordination de l'administration au commandement est violé. L'autorité qui commande les troupes doit en même temps les administrer, les nourrir, les entretenir, les soigner en cas de maladie. Ce principe était considéré comme essentiel pour éviter le désordre et le gaspillage et, depuis 1882, était en usage dans l'armée de terre.

Cette division de l'administration et du commandement avait donné lieu à de vives critiques à la Chambre des Députés et au Sénat. Dans la séance du 7 juin 1900, au Sénat, M. Cabart-Danneville rapporte le passage du rapport d'un commandant en chef des troupes de l'Indo-Chine. Ce passage caractéristique montre les graves inconvénients de cette dualité. Il s'exprime ainsi :

« En dehors des périodes d'opération qui doivent être exceptionnelles, le personnel administratif ne s'est pas montré plus capable d'assurer les besoins nouveaux des troupes. Qu'il suffise de rappeler ici que dans les hautes régions, de nombreux postes ont été, pendant des semaines, sans vin, sans tafia, sans argent, sans viande ; que dans certains cercles, il n'existait plus d'approvisionnements de réserve depuis plusieurs mois ; que certaines caisses de fonds d'avance se trouvent vides. On a dû recourir, à plusieurs reprises, pour les aliments, aux versements volontaires d'officiers et de sous-officiers. On a dû faire toucher aux tirailleurs

la ration de pain faute d'approvisionnement de riz. Les corps ont longtemps manqué d'effets et particulièrement de chaussures, malgré les demandes les plus pressantes. Faute de souliers, on a dû laisser dans les postes des hommes prêts à marcher. »

Le commandant en chef était impuissant à faire cesser ces abus. Il n'avait aucun pouvoir sur les commissaires coloniaux qui dépendaient du Ministère des Colonies. Les distances étaient considérables, le contrôle très difficile et, par suite, leur autorité presque sans limite.

4° La dualité n'existait pas seulement pour l'administration mais aussi pour le budget. Le droit de contrôle du Parlement sur les dépenses était devenu illusoire. C'était un prétexte à gaspillage.

5° Dualité encore dans la direction et le commandement. Un décret du 3 février 1890 confiait au ministre des Colonies le soin de la défense intérieure et extérieure des colonies et mettait à sa disposition les troupes coloniales. Le commandant militaire se trouvait sous la haute autorité du gouverneur. Celui-ci dépendait d'un ministre civil, celui-là d'un ministre militaire, d'où, ~~sinon~~ entre le gouverneur et le commandant militaire, du moins entre les deux ministres, source de conflits préjudiciables aux intérêts de la colonie.

6° Il s'était formé dans le Parlement un puissant parti, ayant à sa tête la commission de l'armée, qui

demandait de rattacher ces troupes à la guerre et de les enlever à la marine pour les raisons suivantes :

a) Lorsque en 1831, on les avait confiées à la marine nous ne possédions plus que les Antilles, la Guyane, le Sénégal et quelques comptoirs aux Indes. Cinq ou six mille hommes suffisaient et il n'y avait pas d'inconvénients à les lui confier. Mais maintenant tout a changé, nous avons un immense empire qui réclame 100,000 hommes et la tâche est trop lourde. Elle serait fatalement amenée à négliger soit la défense coloniale, soit la préparation de la guerre navale qui doit être son premier souci.

b) Elle n'a su entretenir ni les effectifs ni les cadres. Dans toutes les expéditions dirigées soit par le ministre de la Guerre, soit par celui de la Marine, le premier a été obligé d'intervenir. C'est ainsi qu'au Tonkin, au Dahomey, à Madagascar, on s'est vu forcé d'envoyer un fort contingent de troupes métropolitaines concourir aux opérations de guerre. Les cadres aussi sont insuffisants, ce qui empêche les officiers de passer en France le temps de séjour nécessaire pour rétablir leur santé compromise.

c) On lui reprochait d'avoir mal administré les troupes coloniales, d'avoir occasionné le « gonflement » des états-majors généraux, de n'avoir pas veillé assez attentivement au bien-être et à la santé de ces troupes aux colonies. On citait notamment l'envoi de 2.000 hommes de renfort à Dakar sans que personne ait été prévenu.

Rien n'ayant été préparé, ces 2,000 hommes durent loger sous la tente, d'où une mortalité considérable.

7° Signalons une dernière critique et non la moins importante. L'armée coloniale n'avait pas une autonomie complète. En effet :

a) Le ministre de la Guerre pouvait envoyer des officiers de l'armée métropolitaine en mission dans les colonies.

b) Les généraux de l'armée coloniale avaient le droit de prendre à leur état-major des officiers brevetés de l'armée métropolitaine.

c) Les troupes coloniales n'avaient pas en main leurs services administratifs.

d) Elles n'avaient pas un budget distinct.

e) En cas d'urgence, on pouvait faire appel à l'armée d'Afrique qui dépendait de la Guerre.

Projets de loi antérieurs à la loi du 7 juillet 1900.

Ces diverses critiques suffisaient à légitimer la mise en chantier d'une loi générale d'organisation des troupes coloniales. De nombreux projets de loi, dont les principaux sont ceux du 27 octobre 1896, du 30 novembre 1896 et de décembre 1897, furent soumis à l'examen de la Commission de l'armée.

Avant ceux-ci notons pour mémoire deux autres projets :

1° L'un, présenté en 1884 par le ministre de la Guerre d'alors, le général de Campenon, demandant le rattachement au département de la Guerre des troupes actuelles de la marine, afin d'assurer par un roulement portant sur l'ensemble de l'armée, le relèvement périodique des officiers employés aux colonies, sans avoir besoin d'entretenir à l'intérieur un surcroît d'effectifs.

2° L'autre, de février 1891, présenté au nom de M. Carnot, président de la République, par MM. de Freycinet, ministre de la Guerre, Barbey, ministre de la Marine, et J. Roche, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies. Il demandait également le rattachement à la Guerre mais avec défense expresse de faire fusionner les deux armées.

Le projet du 27 octobre 1896 fut présenté, au nom de M. Félix Faure, président de la République, par M. le vice-amiral Besnard, ministre de la Marine, M. le général Billot, ministre de la Guerre, et M. André Lebon, ministre des Colonies.

Il n'apportait aucune modification sérieuse et, aux yeux de la Commission de l'armée, avait le grand tort d'organiser l'armée coloniale sur des bases qu'elle trouvait désastreuses. Il maintenait le rattachement à la Marine, conservait la dualité budgétaire, plaçait le commandant militaire sous l'autorité du gouverneur, ce qui créait la dualité dans la direction.

Au point de vue du recrutement, on s'en rapportait aux dispositions de la loi de 1893. En outre, on créait

pour les hommes une position nouvelle appelée « disponibilité coloniale ». Faisaient partie de cette disponibilité ceux qui, au moment de leur libération, consentaient à signer l'engagement de rester à la disposition du ministre de la Marine en cas d'expédition coloniale, moyennant une prime et certains avantages pour la retraite : le temps passé dans cette position comptait pour la moitié de sa durée réelle jusqu'à concurrence de 5 ans.

Le plus grand avantage du projet était de créer une barrière infranchissable entre les deux armées, en la dotant de cadres, de troupes, de services administratifs ne dépendant que d'elle. En un mot, sauf quelque dérogations au point de vue direction et budget, on lui assurait une autonomie complète.

Le deuxième projet du 30 novembre 1896 fut présenté par M. Isaac, sénateur. Il était encore plus que le précédent en contradiction avec les principes admis par la Commission de l'armée. Il confiait au ministre des Colonies le soin de la défense de nos possessions lointaines avec le concours des ministres de la Guerre et de la Marine. Leur garde était assurée par des troupes empruntées à ce dernier, telles que l'infanterie de marine et par des troupes empruntées au ministre de la Guerre qui devait fournir des détachements du génie, du corps des pontonniers, du train des équipages, de la légion étrangère et de la gendarmerie. On rétablissait les mauvais numéros en cas d'insuffisance des contingents vo-

lontaires. Le gouverneur avait la haute main sur le commandant des troupes. Quant aux services administratifs, ils étaient assurés par le commissariat et le corps de santé de la marine détachés provisoirement aux colonies.

C'était mettre en présence trois administrations alors que deux avaient à peine à s'entendre et supprimer toute espèce d'autonomie. Cela équivalait presque à la destruction de l'armée coloniale.

Tout en examinant ces diverses propositions, la Commission de l'armée n'en avait pas moins continué ses travaux. En décembre 1897, elle adopta un projet rédigé par M. Lannes de Montebello, député, qui est devenu, avec quelques modifications, la loi du 7 juillet 1900. Il était basé sur les principes suivants :

1° Rattachement au Ministère de la Guerre ;

2° Recrutement uniquement au moyen de volontaires, sauf pour les garnisons de France où on pouvait incorporer des jeunes gens faisant partie des contingents métropolitains ;

3° Unité dans la direction des troupes et la défense des colonies. Le ministre des Colonies n'a aucunement à s'occuper de l'administration des troupes coloniales, de leurs effectifs, de la répartition des garnisons, des travaux de défense et de fortifications dans nos possessions. Tout est réglé par le ministre de la Guerre. Les gouverneurs civils n'ont qu'un droit de réquisition vis-à-vis des commandants militaires ;

4° Enfin et c'était là un des plus gros avantages, on affirmait la nécessité de sauvegarder l'autonomie de l'armée coloniale. Celle-ci était bien autonome, sauf une ou deux dérogations notamment en ce qui concernait les services administratifs assurés par un personnel prélevé sur celui de l'armée de terre, et la réserve constituée par la légion étrangère, les régiments de tirailleurs algériens et des bataillons d'infanterie légère d'Afrique. Elle possédait son budget, ses cadres, ses effectifs et une direction séparée au Ministère de la Guerre.

Avant de passer à l'examen de la loi du 7 juillet 1900, nous allons étudier plus spécialement deux grandes questions qui ont dominé les débats : la question de savoir si les troupes coloniales doivent être autonomes et la question de savoir à quel ministère elles doivent être rattachées.

CHAPITRE II

DE L'AUTONOMIE DES TROUPES COLONIALES

« Les troupes coloniales conserveront leur autonomie », dit l'article 2. L'autonomie, tel est le grand principe sur lequel, de l'avis de tous, doit être basée la constitution de toute troupe coloniale. Toute armée coloniale, aussi bien pour ses cadres et effectifs, que pour ses services administratifs et son budget, doit ne dépendre que d'elle-même. Nous allons examiner les avantages que présente l'observation scrupuleuse de ce grand principe et inversement les inconvénients qu'il y aurait à le violer.

Avantages.

1° Au point de vue des troupes, nous disons qu'elles doivent être spécialisées. Voici pourquoi : Outre les qualités ordinaires exigées du soldat métropolitain, le soldat colonial a besoin de qualités spéciales de résistance physique et d'endurance morale. Ses fatigues sont plus grandes car la plupart du temps les pays qu'il

a à traverser sont dépourvus de voies de communication. Dans ce cas, souvent c'est lui qui est chargé de faire les routes ou autres travaux de terrassement nécessaires, sous un climat souvent plus meurtrier que le feu de l'ennemi. Les peuples qu'il a à combattre sont plus féroces. S'il tombe en leur pouvoir, c'est une mort certaine souvent accompagnée de supplices raffinés. Quelquefois enfin pour aller plus vite, les colonnes sont obligées d'abandonner leurs malades et leurs blessés. Croit-on qu'il ne faille pas un grand courage, une grande force d'âme pour affronter de tels dangers ? Et ces qualités croit-on qu'on puisse les rencontrer ailleurs que chez des soldats de métier.

Dans les expéditions coloniales, le moral est tout. Un homme qui se laisse abattre est perdu s'il ne trouve près de lui un camarade plus âgé, ayant l'habitude des colonies, qui le soutienne et le remonte en lui prouvant qu'on peut échapper à la mort, puisqu'il en est revenu. Or ce coude à coude, cette expérience des colonies ne peuvent se trouver que dans une armée de carrière, dans des troupes spécialisées.

Du reste pour s'en convaincre on n'a qu'à consulter une histoire des campagnes coloniales et à comparer les résultats obtenus par les troupes de la marine qui étaient des troupes spécialisées avec ceux obtenus par les troupes métropolitaines qu'on a eu le grand tort d'envoyer faire campagne dans nos possessions lointaines.

Prenons par exemple l'expédition de Madagascar : le 200^e, composé de troupes métropolitaines, est rapidement décimé par les maladies ; c'est à peine si quelques hommes peuvent venir le représenter à Tananarive. Le comité Dupleix à ce sujet nous fournit des données intéressantes : « Sur les troupes de la guerre, la mortalité générale est de 356 0/00, sur celles de la marine, de 237 0/00. Le corps des sapeurs du génie perd 632 0/00, le 40^e bataillon de chasseurs à pied ne peut envoyer un seul homme à Tananarive et l'escadron du train des équipages perd la moitié de son effectif. »

2° Les cadres doivent également être spécialisés. Aux colonies, tout est différent de ce qui se passe en Europe : la manière de vivre, de marcher, de combattre. Aux difficultés qui résultent d'un grand éloignement de la métropole et de la marche à travers des pays inconnus, dénudés et arides ou très boisés et marécageux, s'ajoutent les influences qu'exercent les climats nouveaux sur les organismes européens. Si les populations indigènes, généralement, ne sont pas bien redoutables, il y en a un autre ennemi très dangereux celui-là : c'est la fièvre qui exige une hygiène spéciale. Cette hygiène ne peut être imposée aux troupes que si elles sont placées entre les mains de chefs préparés spécialement en vue de ces difficultés inconnues en Europe. L'officier colonial doit donc connaître les règles prescrites par cette hygiène et les faire observer.

Il a encore besoin de diverses qualités qui ne sont

plus indispensables à l'officier de l'armée métropolitaine. Il peut être appelé à exercer les fonctions d'administrateur, d'ingénieur, et il doit par conséquent avoir quelques notions de ces métiers. Il doit aussi connaître un peu l'agriculture. Le maniement des populations sauvages peut exiger de lui de la diplomatie et la connaissance de la langue du pays. Les Anglais, qui s'y connaissent en matière coloniale, exigent de leurs officiers servant dans le cadre de l'armée indigène des Indes, cadre appelé « l'Indian Staff-Corps », des examens sur les langues orientales. Ces examens sont même une épreuve éliminatoire.

Pour le chef d'une expédition coloniale l'essentiel est de connaître la vie coloniale, d'avoir l'expérience des colonies. Il doit se préoccuper avant tout du climat, de la nature des terrains qu'il a à traverser, de l'époque et de la direction des vents et de l'influence des saisons, pour régler en conséquence la composition de ses troupes, l'époque des marches, les travaux, l'équipement, l'alimentation, etc.

Il n'a pas à sa disposition des masses d'hommes considérables comme son collègue de la Guerre. Aux colonies en général, il n'y a ni chemins de fer, ni routes, ni pont ; il est difficile d'entretenir beaucoup de soldats. L'habileté du chef consiste alors à ménager ses hommes et à leur faire parvenir, en temps utile, médicaments, vivres et munitions.

Par contre il ne lui est pas indispensable d'être un

grand tacticien, un grand stratégiste, il n'a pas comme le général métropolitain, à prendre part à de vastes opérations militaires, à livrer de grandes batailles rangées. Pour le premier, le combat est en quelque sorte secondaire, pour le deuxième c'est le point capital.

Cette diversité de qualités exigées de l'un et de l'autre nous explique que chaque fois que les officiers généraux métropolitains ont commandé les armées coloniales, nous avons eu à enregistrer des revers. L'expédition de Saint-Domingue, confiée par Bonaparte, à un de ses meilleurs généraux de l'armée de terre, le général Leclerc, nous en donne une preuve. Cette armée d'élite, composée de soldats aguerris, fut décimée par les maladies et les nègres de Toussaint-Louverture, sans avoir obtenu de résultats. De même les généraux coloniaux habitués à lutter contre des populations sauvages peu ou mal armées, peuvent être déshabitués de la grande guerre et se montrer inférieurs sur un champ de bataille européen. C'était l'avis du général Chanzy qui en 1860, à son retour de la campagne d'Italie, prononçait ces mots, malheureusement confirmés quelques années plus tard : « Nos généraux, pleins d'héroïsme, de courage et de talents militaires ont fait leur éducation dans la brousse, ils ont oublié les règles de la grande guerre, ce sont des généraux coloniaux. A la première campagne que nous ferons, si nous trouvons en face de nous un ennemi habitué à la tactique et à la stratégie européenne, l'armée française est perdue. »

Comparons les expéditions coloniales des Anglais en Abyssinie, contre les Achantis en 1873 et en 1893-96 dans la Haute-Égypte, expéditions organisées et dirigées par des chefs ayant l'habitude des colonies, avec ce qu'a fait le ministre de la Guerre français au Mexique, au Tonkin et à Madagascar,

Pour les Anglais, trois principes sont à la base de toute expédition :

1° Veiller au bon fonctionnement du service de santé et des transports ;

2° Composer le corps expéditionnaire avec des troupes indigènes au moins pour les deux tiers de l'effectif ;

3° Confier à des auxiliaires indigènes tous les travaux pénibles.

Quant au soldat européen, ils s'efforcent de diminuer sa charge et ses travaux, de lui assurer un très grand confort et de le faire séjourner le moins possible sur le théâtre des opérations. C'est un instrument perfectionné et supérieur de combat qu'il faut ménager. Ce système coûte cher mais diminue considérablement les chances de morbidité et de décès.

Dans leur première expédition contre les Achantis, tout fut réglé avec le plus grand soin par des officiers ayant une connaissance parfaite des choses coloniales. Tout fut prévu dans les plus petits détails, vêtements, équipements, rations, services des sanatoria et des rapatriements. Grâce à ces précautions, ils n'eurent à

enregistrer qu'une mortalité de 18, 2 0/0 européens. Dans la deuxième expédition contre les Achantis et dans la Haute-Egypte, il en fut de même, on alla jusqu'à distribuer aux troupes les vivres fins et la glace en abondance et les mêmes résultats heureux furent obtenus.

Notre expédition au Dahomey, pays qui offre de grandes ressemblances avec le pays des Achantis, conduite et organisée par des officiers spéciaux, par des officiers coloniaux fut aussi très heureuse. Malgré un climat des plus meurtriers et des populations guerrières, nos pertes furent relativement très faibles.

Au contraire, les expéditions du Mexique, du Tonkin et de Madagascar, organisées par le département de la guerre, tout à fait ignorant des choses coloniales, furent désastreuses. Au Mexique les troupes cantonnées pendant la mauvaise saison à Orizaba et à la Vera-Cruz, au lieu d'être allées passer cette mauvaise saison aux Antilles, comme l'avaient fait les Anglais, furent décimées par la fièvre. Les équipages du train manquaient, les hommes trop chargés n'étaient pas habillés comme le comportait le climat. Résultats : une mortalité de 66 0/00 pour les troupes de la guerre, de 59 0/00 pour les marins et de 260 0/00 pour les troupes de la marine. Au Tonkin, à Madagascar les hommes n'ont pas une tenue appropriée aux climats chauds, ils marchent sac au dos, à leur arrivée rien n'est prêt, pour les recevoir, le service médical n'est pas suffisamment assuré, les

médicaments manquent ; on leur fait construire des routes. La mortalité est effrayante ; près de la moitié des effectifs succombent.

De ce qui précède, il résulte donc bien que la bonne organisation et la bonne conduite, d'une expédition coloniale dépendent de la spécialité des troupes et des cadres, en un mot de leur autonomie.

On obtiendrait, semble-t-il, de bien plus heureux résultats encore si, comme le demandait M. Chautemps à la Chambre des Députés, on pouvait spécialiser les troupes coloniales par colonies c'est-à-dire former une armée de l'Indo-Chine, une armée du Sénégal, une armée de Madagascar. On pourrait aussi rendre les garnisons permanentes et supprimer la relève. Il faudrait pour cela établir dans les colonies, suivant les systèmes anglais et hollandais, des établissements salubres, confortables, des sanatoria où l'élément blanc serait stationné et d'où il se porterait en cas d'attaque sur le point menacé.

Ce serait l'idéal. Les officiers connaîtraient mieux le climat, les mœurs et les habitudes des indigènes et pourraient agir en conséquence. De plus sachant qu'ils sont attachés à tel pays et qu'ils sont appelés à y demeurer longtemps, ils prendraient peut-être un intérêt plus grand à leur tâche, étudieraient plus volontiers la langue indigène et apporteraient plus de soin à leur rôle d'administrateurs. De plus le recrutement des rengagés, si nécessaires pour ces troupes, seraient singulière-

rement facilité, car beaucoup de gens sans position n'hésiteraient pas à partir s'ils pouvaient choisir leur colonie alors qu'ils ne veulent pas courir le risque d'être envoyé n'importe où.

Malheureusement cette idée, si séduisante au point de vue de la spécialisation, de rendre les garnisons permanentes n'est pas facilement réalisable chez nous, car si l'Anglais et le Hollandais s'expatrient facilement pour un grand nombre d'années, il n'en est pas ainsi du français. Il s'expatriera pour quelque temps mais avec l'espoir de revenir vite en France. Si on lui impose un séjour trop prolongé, on risque fort de tarir le recrutement. Momentanément la suppression de la relève n'est pas très pratique, mais on pourrait peut-être arriver à créer ces légions spéciales à chaque colonie.

L'autonomie n'est pas seulement nécessaire pour avoir de bonnes troupes et de bons cadres, elle l'est encore pour ne pas compromettre notre armée métropolitaine et notre mobilisation, pour assurer le recrutement des cadres et pour conserver à nos brillantes troupes coloniales leurs traditions, leur homogénéité, leur esprit de corps, tout ce qui fait leur force et résulte de la spécialisation d'une arme.

3° Sans autonomie, notre armée métropolitaine et notre mobilisation seront compromises. Il faut établir entre les deux armées, une muraille infranchissable, une cloison étanche. Si on permet le passage de l'une à l'autre, petit à petit nos magasins se videront, nos sol-

dates et nos sous-officiers les plus vaillants, les plus entreprenants, ceux qui nous rendraient le plus de services en cas de conflits européens partiront aux colonies et alors quelle sera la situation si la guerre éclate, surtout si c'est une guerre avec l'Angleterre? Malgré l'excellence de nos unités et de nos équipages, grâce à la supériorité numérique de la flotte ennemie, l'élite de notre armée ne pourra pas regagner la métropole, les magasins seront vides et nous nous trouverons à la merci de l'étranger. Ce fait s'est déjà produit. En 1866, après l'expédition du Mexique, nos magasins et nos arsenaux étaient dégarnis, la France, au moment de Sadowa ne fut pas en état de faire face aux événements et la malheureuse guerre de 1870 en fut la conséquence. C'est ce qui résulte des mémoires de Bismarck et du général de Moltke.

4° Sans autonomie, pas de recrutement possible pour les officiers. Si les avantages accordés aux coloniaux sont grands, ils sont payés cher par la perte de la santé, de la vie souvent. L'officier colonial, arrivé à un certain âge, irait encore volontiers se battre ou faire colonne, mais aller tenir garnison sous un climat plus ou moins malsain, c'est plus dur. Cependant il ne donne pas sa démission ni ne permute, remplissant sans plainte sa mission jusqu'au bout, pensant que le présent doit payer le passé et que tous deux forment en somme une belle carrière qui, comme toutes les autres, présente ses avantages et ses inconvénients. Mais pour

qu'il en soit ainsi, il faut qu'il en ait les avantages en même temps que les inconvénients. Si en dehors des troupes coloniales, il est possible à une quantité d'officiers d'aller aux colonies conquérir un galon ou la croix avec la perspective d'occuper les fonctions les plus agréables, quel est l'officier qui acceptera une situation pareille et consentira à rester dans le corps colonial.

5° L'autonomie est nécessaire aussi pour assurer l'unité de commandement, pour éviter cette dualité dans la direction qui nous a causé de si grands préjudices dans certaines de nos expéditions. Certaines administrations nous ont occasionné par leur force d'inertie de grandes difficultés. Ces difficultés auraient été évitées s'il n'y avait eu qu'une direction, un commandement.

M. Cabart-Danneville, dans la séance du 7 juin 1900, au Sénat, nous rapporte le fait suivant qui s'est passé au Tonkin : « Il s'agissait de prendre une bande de rebelles retranchés dans l'île de Caïba. Il y avait concourant aux opérations :

1° L'armée régulière, c'est-à-dire les troupes de la marine ;

2° La milice, commandée par des fonctionnaires civils, sous l'autorité des résidents civils ;

3° La marine nationale ;

4° La douane qui, au Tonkin, a des troupes et des chaloupes armées de hotchkiss.

Chacune de ces forces manœuvrant pour son compte et à sa guise, les choses n'avançaient pas.

Pour établir un lien de coopération, le résident civil envoya sur place son officier d'ordonnance, un sous-lieutenant, qui voulut donner des ordres. Les chefs respectifs des forces en action trouvèrent la chose mauvaise, ils rompirent le blocus et l'ennemi s'échappa. »

6° Nous avons vu dans le chapitre précédent les inconvénients que présente la non subordination de l'administration au commandement. Pour éviter que ces inconvénients se renouvellent, l'armée coloniale doit avoir une administration autonome.

Consécration du principe de l'autonomie par la loi.

Tels sont les nombreux avantages de l'autonomie. Lorsque le Sénat et la Chambre eurent à se prononcer à ce sujet, tous les gens compétents se déclarèrent en sa faveur et la proclamèrent indispensable. Le principe fut écrit à plusieurs reprises dans le texte de la loi :

« Les troupes coloniales conserveront leur autonomie et resteront sous le commandement des officiers des troupes coloniales. Elles sont distinctes des troupes de l'armée métropolitaine.....

« Elles ont leur régime propre et un budget spécial.....

« Une direction spéciale instituée au Ministère de la Guerre..... » (art. 2.)

Et plus loin :

« Le ministre de la Guerre ne pourra faire appel pour le personnel militaire des missions et explorations qu'aux officiers des troupes coloniales. » (art. 6.)

De plus, on a repoussé, pour cette raison, plusieurs amendements ou dispositions du projet, malgré les avantages qu'ils présentaient.

L'article 10, par exemple, du projet primitif était ainsi conçu : « Le service d'état-major comprend des officiers de l'infanterie et de l'artillerie coloniale (brevetés et, en cas d'insuffisance, non brevetés) mis hors cadres pour être affectés à des fonctions d'état-major. »

« En cas d'insuffisance des officiers remplissant les conditions nécessaires, il peut être fait appel aux officiers brevetés de toute arme de l'armée de terre. »

Ce 2^e paragraphe fut supprimé par la Chambre, d'accord en cela avec le Gouvernement et la Commission de l'armée.

L'article 13 du projet disait : « Le passage des officiers des troupes coloniales dans l'armée métropolitaine, et réciproquement, ne peut s'effectuer en principe que par permutation pour convenances personnelles prononcée par décret, suivant les règles en vigueur actuellement. »

« Toutefois, des permutations n'entraînant aucune perte d'ancienneté de grade peuvent être prononcées par décret et sur leur demande entre les capitaines des troupes coloniales ayant accompli douze années consé-

cutives de service dans ces troupes, dont deux périodes réglementaires de service aux colonies, et des capitaines de l'armée métropolitaine.

« En outre, en cas de nécessités éventuelles du service colonial, les lieutenants des troupes métropolitaines peuvent, sur leur demande, être autorisés à servir dans les troupes coloniales pendant trois années, dont une période réglementaire aux colonies. Ils continuent pendant ce temps, à faire partie des troupes métropolitaines, sont placés hors cadres et soldés sur le budget des troupes coloniales. Ces autorisations sont accordées par décision ministérielle et suivant les listes dressées par ancienneté de grade des officiers régulièrement proposés sur leur demande. Les officiers qui demanderaient à continuer leur service dans les troupes coloniales après cette période pourront y être autorisés et, dans ce cas, conserveront leur ancienneté. » (art. 13.)

Ces deux derniers paragraphes de l'article 13 présentaient des avantages appréciables. D'abord cela permettait à de jeunes capitaines fatigués, usés par les colonies, de quitter l'armée coloniale sans les obliger à démissionner au détriment de leur situation pécuniaire. C'était une question d'humanité et de charité que d'ouvrir à ces officiers, ayant passé douze ans sous des climats meurtriers, les portes de l'armée métropolitaine, de leur permettre de venir rétablir leur santé en France sans leur enlever leur position.

Il y aurait eu aussi intérêt pour le services des colo-

nies à autoriser des lieutenants à servir trois ans dans les troupes coloniales pour concourir temporairement au service d'outre-mer ; ils n'auraient pas cessé d'appartenir aux troupes métropolitaines et y auraient repris, au retour, exactement la place qu'ils avaient quittée. Il aurait été de l'intérêt du service d'adopter cette disposition. Les officiers coloniaux, qui quelquefois sont rappelés aux colonies avant l'expiration du temps qu'ils ont le droit de passer dans la métropole, auraient pu se reposer plus longtemps. Enfin on aurait réalisé une importante économie, en utilisant dans les régiments de l'armée de terre les officiers usés ou fatigués prématurément et en supprimant nombre d'emplois d'officiers à la suite, créés pour assurer aux cadres un temps de repos suffisant en France.

La pénétration réciproque des deux armées était encore avantageuse à un autre point de vue. Dans l'armée coloniale, les officiers acquièrent rapidement dans les bas grades une grande expérience parce que rien ne développe l'intelligence comme la responsabilité et qu'ils sont sans cesse appelés à exercer des commandements très supérieurs à leur grade. L'armée métropolitaine n'aurait eu qu'à se louer de compter dans ses rangs des hommes pareils ; ils auraient donné un salutaire exemple aux officiers de la guerre qui, n'ayant jamais de responsabilité, sont trop souvent disposés à s'endormir dans la routine, sans songer à montrer un peu d'initiative.

Quant à l'armée coloniale, il eût été très désirable pour elle de voir ses officiers supérieurs ou généraux passer quelques temps dans l'armée métropolitaine. Si, en effet, dans les bas grades, la vie coloniale est très propre à favoriser les qualités d'initiative, dans les grades élevés, ils n'ont plus rien à commander. Pour les colonels, un quart environ commande les portions de régiments stationnés dans les ports. Le reste est employé à des fonctions d'état-major, où souvent ils perdent les qualités d'initiative et d'activité, l'habitude du commandement indispensables à l'officier en campagne. Pour les généraux, ou bien ils n'ont pas de commandement et pour les occuper on les fait voyager sous prétexte d'inspection ; ou bien on leur donne un commandement, mais les troupes qu'ils ont sous leurs ordres sont disséminées dans des pays tellement vastes que ce commandement n'est pas en réalité effectif.

Il eût donc été très avantageux, pour ces colonels et généraux, de leur confier un régiment ou un corps d'armée continental. Ils auraient ainsi conservé l'habitude du commandement qu'ils ont tendance à perdre.

C'était séduisant d'un côté mais de l'autre c'était une brèche grave faite à l'autonomie, brèche qui risquait fort de tarir le recrutement des officiers coloniaux, et voici comment : dans l'armée coloniale, l'avancement est très rapide par suite des décès que causent le feu de l'ennemi et les maladies. On ne reste guère que 10 ans

dans le grade de capitaine. Dans l'armée métropolitaine on y reste jusqu'à 14 ans. Que se serait-il passé ? On aurait pu prendre des officiers d'infanterie coloniale qui, jeunes de grade, venaient de passer quelques années aux colonies ; on aurait pu choisir à la guerre des capitaines plus anciens qui seraient entrés dans l'armée coloniale. Ils auraient porté préjudice aux coloniaux. On aurait pu voir des officiers de l'armée métropolitaine ayant 9 années de grade permuter avec des officiers de l'armée coloniale n'ayant peut-être que 4 ou 5 ans de grade. L'article 13 ne leur faisant pas perdre leur ancienneté, ils seraient passés chefs de bataillons 1 an après, passant devant un grand nombre d'officiers coloniaux qui auraient vu leur avancement compromis.

Les inconvénients n'étaient pas compensés par les avantages. Le Sénat le comprit ; plus radical que la Chambre qui n'avait fait que de légères modifications au projet du gouvernement, il supprima purement et simplement les deux derniers paragraphes.

Pour le même motif, pour ne pas porter atteinte à l'autonomie, le Sénat repoussa une addition, proposée par M. le Comte de Blois, au 4^e paragraphe de l'article 6, ainsi conçu : « Le ministre de la Guerre ne pourra faire appel pour le personnel militaire des missions et explorations qu'aux officiers des troupes coloniales. »

M. le Comte de Blois demandait d'y ajouter les mots

suivants : « Sauf pour les officiers de l'armée métropolitaine qui ont déjà rempli ces missions. » Cette disposition visait plusieurs de nos grands explorateurs qui appartenaient à la guerre tels que : le chef d'escadron Toutée qui s'est distingué au Soudan, le commandant Baratier qui s'est couvert de gloire à la côte d'Ivoire avec le colonel Monteil et plus tard avec le commandant Marchand, le chef de bataillon Lamy, les capitaines de Cointet, Robilot, de Lamothe d'Olonne, enfin le commandant Gouraud, vainqueur de Samory.

D'après l'article 6 tel qu'il était présenté au Sénat, on devait renoncer au service de ces hommes qui ont couvert de gloire notre drapeau, à moins qu'ils ne consentent à passer dans le cadre colonial. Il était dur, après de si brillants états de service, de leur imposer ce sacrifice. De plus, c'était perdre le bénéfice de leur expérience, expérience d'autant plus précieuse que connaissant un pays, ses mœurs, ses habitants, ils étaient tout indiqués pour être chargés d'une seconde mission qui vint compléter la première et doubler les résultats acquis. Or cela, il n'y faudrait plus songer.

La cause soutenue par M. le Comte de Blois, était donc très défendable. Malgré ces excellentes raisons, le Sénat repoussa l'addition proposée, estimant à juste titre qu'il fallait éviter toute pénétration entre les deux armées.

Déroations apportées au principe.

Malheureusement ces heureuses dispositions qui se manifestèrent à plusieurs reprises dans la discussion de la loi, cédèrent parfois devant les instances du Gouvernement. Le Sénat et la Chambre désireux de faire aboutir une loi, que l'accroissement de notre empire rendait de jour en jour plus nécessaire, votèrent, pour ne pas faire échouer le projet, plusieurs dispositions contraires au principe de l'autonomie. Ajoutons cependant que plusieurs de ces dispositions ne constituaient que de légères dérogations et qu'elles pouvaient se justifier par les résultats pratiques qu'elles permettaient d'obtenir.

Citons d'abord l'article 2 qui, après avoir attribué au budget de la Guerre les dépenses des troupes coloniales stationnées en France, en Algérie ou en Tunisie, et au budget des Colonies les dépenses des troupes stationnées aux colonies, ajoute « soit que ces unités appartiennent aux troupes coloniales, soit qu'elles leur soient temporairement adjointes par le ministre de la Guerre pour faire le même service ».

Ces derniers mots donnent au ministre de la Guerre la possibilité de faire servir des troupes de l'armée métropolitaine dans nos possessions d'outre-mer.

L'article 6 contient une dérogation en permettant de

puiser certains éléments dans l'armée métropolitaine. Il est ainsi conçu : « Le personnel européen des armes autres que l'infanterie et l'artillerie et des divers services qu'il peut y avoir lieu de détacher dans les colonies et pays de protectorat est fourni par l'armée métropolitaine » (art. 6).

L'article 8 dispose que « le ministre de la Guerre peut recourir à la légion étrangère, aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique et aux régiments de tirailleurs algériens pour les faire coopérer au service colonial.

« Des unités de ces corps peuvent être employées en tout temps dans les colonies, sous la réserve qu'elles seront alors en sus du minimum prévu par la loi du 13 mars 1875.

« De même les compagnies de discipline peuvent être employées en tout temps aux colonies » (art. 8).

Cet article a de grands avantages. Il crée une réserve de l'armée coloniale, c'est-à-dire des troupes permettant de faire face aux complications pouvant surgir sur un point quelconque de nos colonies, sans augmenter l'armée coloniale. C'est une grosse économie pour le trésor, car ces troupes coûtent beaucoup plus cher à entretenir que celles de la Guerre. Aussi a-t-on repoussé un amendement de M. Barbey, au Sénat, qui demandait d'y incorporer à titre définitif ces unités ainsi employées normalement au service colonial et celles qui, stationnées en Algérie, seront destinées à le relever. M. Barbey deman-

daît que, si par suite de circonstances exceptionnelles, on était amené à envoyer temporairement un bataillon ou un régiment à Madagascar, par exemple, ce régiment ou ce bataillon ne fasse plus partie des troupes de la Guerre, qu'il soit rattaché définitivement aux troupes coloniales. C'était les grossir démesurément et, par suite, augmenter les dépenses dans une très forte proportion.

Grâce à cet article 8, le ministre de la Guerre était libre de diminuer le nombre des bataillons d'infanterie coloniale stationnés aux colonies pour les remplacer par des régiments de l'armée d'Afrique. C'était donc bien une atteinte à l'autonomie, mais il fut voté quand même, car le danger n'était pas grand puisque le ministre, sous le contrôle du Parlement, ne pouvait guère abuser de la liberté qu'on lui laissait. D'un autre côté, les avantages, nous l'avons vu, étaient très appréciables.

L'article 9 contient aussi une dérogation au principe dans ses 4^e et 5^e paragraphes ainsi conçus :

« Les officiers généraux des troupes coloniales peuvent être pourvus d'emplois et de commandements dans l'armée métropolitaine dans une proportion déterminée par le ministre de la Guerre.

« Les officiers généraux de l'armée métropolitaine peuvent, dans des circonstances exceptionnelles, et en raison de leurs services antérieurs en Algérie, en Tunisie ou aux colonies, être pourvus d'emplois et de com-

mandements dans les troupes coloniales après entente avec le ministre des Colonies. »

Ici encore on a donné d'excellentes raisons pour légitimer cet article. On a dit, et il y a une grande part de vérité, qu'il était juste de permettre à nos officiers généraux de l'armée coloniale, fatigués par un séjour prolongé, par de longs services dans les colonies, de venir se reposer en France, tout en leur laissant leur emploi. Au moment de la discussion de cet article, M. André, ministre de la Guerre, ajouta que si, au moment où une expédition se prépare, un officier général se trouve dans ce cas, le ministre de la Guerre qui a à se préoccuper du choix d'un officier, doit avoir la possibilité d'employer cet officier général signalé par les services distingués qu'il aura précédemment rendus dans la colonie.

Tout ceci est très juste, il serait regrettable à l'occasion de se priver des lumières d'un officier ayant fait ses preuves, mais il n'en est pas moins vrai que c'est la pénétration complète des états-majors généraux de l'armée métropolitaine dans l'armée coloniale et réciproquement. Quant à la garantie des circonstances exceptionnelles que nous donne la loi, elle semble bien illusoire car les circonstances sont toujours exceptionnelles quand on veut favoriser un officier.

L'article 9 dit bien aussi dans son dernier paragraphe que « cette proposition ne peut pas dépasser le quart du nombre fixé pour chacun des grades de général de

division et de général de brigade dans les troupes coloniales », mais cette proportion est encore trop forte. Le nombre des généraux de division est de quatre. C'est la possibilité d'introduire un divisionnaire métropolitain dans l'armée coloniale. Voilà le danger. Il est à craindre que dans le cas d'une grande expédition militaire aux colonies, on ne mette à la tête, grâce à cet article 9, ce divisionnaire de la guerre.

Citons pour terminer l'article 11 : « Les officiers du commissariat colonial et du corps de santé des colonies demeurent placés sous le régime de la loi du 19 mai 1834, sur l'état des officiers. Ils assurent les services administratifs et de santé des troupes coloniales. »

Lors de la discussion de la loi, à la Chambre des Députés, il a été convenu que la subordination de l'administration au commandement continuerait à exister dans les conditions où elle existait auparavant, c'est-à-dire dans les conditions suivantes : « Le chef du service administratif ne relève que du gouverneur, le droit de réquisition était absolu, même en temps de paix, pour l'autorité militaire à l'égard de tous les agents du service administratif.

« Dès qu'une expédition est ordonnée et même avant qu'elle soit organisée, le service administratif passe entièrement sous l'autorité du commandement. »

Dans ces conditions du moins pour le temps de paix qui est le temps normal, il semble bien que le principe

de l'autonomie soit quelque peu violé. En effet pour qu'une armée soit autonome, il faut, comme nous l'avons déjà dit, qu'elle ait sous son autorité directe non seulement ses troupes et ses cadres mais aussi ses services administratifs. Or ces officiers du commissariat colonial et du corps de santé des colonies ne sont pas chargés uniquement de l'administration de l'armée coloniale. Ils dépendent du gouverneur qui est un civil et ont à s'occuper des affaires civiles aux colonies (1). L'armée coloniale, pour ses services administratifs, dépend donc du Ministère des Colonies, à ce point de vue, elle n'est pas complètement autonome.

En résumé la loi dans plusieurs de ses articles et notamment dans ses articles 2, 6, 8, 9 et 11, porte quelques atteintes à ce principe de l'autonomie, que tous les gens compétents considèrent comme indispensable. Ces atteintes en elles-mêmes ne sont pas bien graves, mais elles le deviennent du fait que les troupes sont rattachées au Ministère de la Guerre. Dans ces conditions, il semble bien difficile, certaines personnes telles que le général de Miribel, le général Brault l'ont même considéré comme impossible, d'éviter la pénétration réciproque des deux armées pour peu que la loi y donne la moindre prise. Or c'est le cas. Le seul moyen

(1) Voir déclaration de M. Decrais, ministre des Colonies, à la séance du Sénat du 12 juin 1900, p. 589.

de l'empêcher eût été le rattachement au Ministère des Colonies. Cette solution, qui présente d'assez grands avantages, n'a trouvé que peu de partisans à la Chambre pour les diverses raisons que nous allons énumérer.

CHAPITRE III

A QUEL MINISTÈRE DOIVENT ÊTRE RATTACHÉES LES TROUPES COLONIALES

SECTION PREMIÈRE

MINISTÈRE DES COLONIES.

**Raisons qui militaient en faveur du Ministère des Colonies
au moment où la loi du 7 juillet 1900 fut discutée.**

1° Le ministre des Colonies en vertu du décret du 3 février 1890 avait la responsabilité de la défense intérieure et extérieure des colonies, n'était-il pas juste de lui confier l'instrument militaire qui lui était nécessaire pour accomplir sa mission.

2° Avec le rattachement au Ministère de la Guerre, on risque de voir s'effectuer la pénétration plus ou moins complète des deux armées. Celles-ci se trouvant sous les ordres du même chef, il est bien difficile d'empêcher le favoritisme, les abus. L'autonomie sera au contraire dans la nécessité même des choses avec le ministre des Colonies puisque celui-ci n'aura pas à sa

disposition d'autres troupes dans lesquelles il pourra fondre les troupes coloniales.

3° Les services administratifs de l'armée coloniale, corps du commissariat et de santé, étaient assurés par un personnel dépendant du Ministère des Colonies. Or toutes les fois que plusieurs administrations sont en contact, elles ont peine à s'entendre. Nous en avons eu la preuve depuis plusieurs années dans ce qui s'est passé dans les pays d'outre-mer. La marine y avait des points d'appui. Ces points d'appui étaient administrés sous la direction du ministre des Colonies, Si nous en croyons la déposition de M. l'amiral Fournier devant la Commission d'enquête parlementaire de 1893-97, tout n'allait pas pour le mieux. Voici comment il s'exprimait :

« Les approvisionnements en vivres, charbons, matériel, etc., achetés par la marine pour sa consommation, expédiés à ses frais dans nos colonies, à destination de nos divisions navales et constitués en dépôt dans des magasins lui appartenant, se trouvent encore gérés, dans les Antilles par exemple, non par des commissaires de la marine mais par ceux du cadre colonial.

« Le commandant en chef à qui sont destinés les approvisionnements en question n'a pas le droit de s'assurer de visu que ces dépôts sont bien entretenus, qu'ils sont au complet, qu'ils répondent aux besoins de consommation de la force navale dans les conditions

à prévoir pendant les opérations de guerre dont la responsabilité tout entière lui incomberait exclusivement pendant les hostilités.

« Je signalerai en outre que les commissaires coloniaux ont toute latitude pour faire à des particuliers, à des services dépendant du département des colonies, à des bâtiments étrangers, des cessions de nos vivres et de notre charbon, sans consulter à ce sujet le commandant en chef de la force navale dont ces approvisionnements ont pour objet d'assurer le ravitaillement. On remet bien à cet officier général, quand il le demande, l'état des existants en magasin ; mais si revenant après une longue absence à Fort-de-France pour s'y ravitailler au début d'une guerre ayant éclaté inopinément, on lui remet un état constatant que les vivres, le charbon, les matières grasses, etc., etc., sur lesquels il comptait n'existent plus en magasin à quoi lui servira cet état.

« Je n'avais bien souvent connaissance des cessions que bien longtemps après qu'elles avaient été opérées ; j'en étais prévenu par un état que m'adressait le commissariat colonial, état qui franchissait parfois bien des étapes avant de me parvenir dans l'étendue de ma station. »

L'administration des colonies n'apportait guère plus de soin à l'administration des troupes de la marine dont elle était chargée qu'à celle des points d'appui dont parle M. l'amiral Fournier. Les mêmes difficultés, les mêmes tiraillements se produisaient. Le rattachement

des troupes coloniales au Ministère des Colonies aurait eu pour résultat heureux de supprimer toutes ces difficultés en ne laissant dans ces pays qu'une seule administration.

4° Cela aurait permis sinon de supprimer du moins de rendre moins dangereux les conflits entre les gouverneurs et les commandants militaires. Ceux-ci, nous l'avons vu, dépendaient d'un ministre militaire, le ministre de la Marine, ceux-là d'un ministre civil, le ministre des Colonies ; l'entente était difficile. Rattacher les troupes au ministère des colonies c'était n'avoir plus dans nos possessions que des gens dépendant du même chef. Par là, la principale source des difficultés que nous avons déjà signalées était supprimée.

5° Les gouverneurs qui sont sur les lieux, sont plus à même que n'importe qui d'apprécier les services rendus par leurs collaborateurs militaires. Cela leur aurait permis de récompenser ces services et de pousser nos officiers dans la voie de la colonisation en les incitant plus à pacifier et à administrer qu'à combattre et à détruire.

Cette solution mettait entre les mains d'un même département toutes les forces qui doivent concourir au même but, la mise en valeur et la protection de notre domaine colonial.

Quoique avantageuse sous bien des rapports, elle rencontrait des contradicteurs ; on lui faisait plusieurs objections dont voici les principales.

Objections faites au rattachement au Ministère des Colonies.

1° Le ministre des Colonies est incompétent en matière militaire. Son rôle est purement économique et commercial, il consiste simplement à mettre en valeur nos possessions. Comment admettre qu'un Ministère civil soit capable de fixer les garnisons, arrêter le chiffre des effectifs, décider des travaux de fortification à entreprendre ;

2° On trouvait dangereux de créer un troisième ministère militaire ;

3° Les troupes coloniales, en cas de guerre européenne, sont appelées à y prendre part. Comment va-t-on faire si on les rattache au Ministère des Colonies, si elles ne sont pas sous les ordres du ministre de la Guerre ?

4° Le ministre des Colonies ne peut pas commander dans la métropole les unités stationnées en France et destinées à assurer la relève et former une réserve en cas de besoin.

Quant à l'argument suivant : « Le ministre des Colonies étant déjà chargé de la défense intérieure et extérieure des colonies par le décret du 3 février 1890, doit avoir l'armée coloniale », il n'en était pas un aux yeux des adversaires du ministre des Colonies. Ils contestaient la légalité de ce décret en se basant sur deux raisons :

L'article 8 de la loi du 15 juillet 1889 ne reconnaît que 2 ministères militaires, la guerre et la marine. Dans ces conditions, comment le ministre des Colonies peut-il être chargé de la défense de nos possessions d'outre-mer?

De plus, quand on a constitué le Ministère des Colonies, en 1894, M. Casimir Périer, président du Conseil, fit au Parlement la déclaration suivante :

« Nous n'avons pas voulu créer un ministère militaire. C'est entre les mains des ministres actuels que resteront les troupes coloniales et les dépenses des colonies. »

Par conséquent, le décret du 3 février 1890 est illégal, car il n'appartient pas au pouvoir exécutif de se mettre en insurrection contre la loi.

Réfutation de ces objections.

D'abord pour la dernière, en admettant même l'illégalité du décret de 1890, la difficulté n'était pas insurmontable ; le Parlement aurait pu consacrer ce décret au moyen d'une loi. La question de la création d'un troisième ministère militaire n'était pas bien dangereuse. Quel péril cela aurait-il fait courir à la métropole ou aux colonies ?

Mais, disait-on, en cas de guerre européenne, les troupes coloniales doivent y prendre part et par con-

séquent être sous les ordres du ministre de la Guerre. D'abord il est probable que dans ce cas on aura autant besoin d'elles aux colonies qu'en France et qu'on ne les rappellera pas ; mais si on était obligé de les rappeler, où serait la difficulté ? On les placerait tout simplement pendant la durée des opérations sous l'autorité du ministre de la Guerre, comme pendant la campagne de 1870, à laquelle les troupes de la marine ont pris une si brillante part.

Pour le reproche d'incompétence il serait facile d'y remédier en établissant auprès du ministre des colonies un bureau militaire, un comité technique pour l'éclairer.

La seule objection sérieuse était la dernière. Il semble bien cependant qu'on aurait pu éviter cet inconvénient au bout de quelque temps en amenant les cadres et les hommes à prolonger leur séjour aux colonies et en diminuant les unités de France au fur et à mesure que les éléments de relève dont on aurait besoin deviendraient ainsi moins nombreux.

Raisons qui ont fait écarter le Ministère des Colonies.

Malgré ses avantages incontestables, le rattachement des troupes coloniales au Ministère des Colonies n'a malheureusement trouvé au Parlement que peu de partisans, et encore ceux-ci. MM. Lucien Hubert et Etienne entre autres, ont-ils avoué qu'ils ne le considéraient que

comme une vue d'avenir. Ils n'ont même pas essayé de le faire voter. La vérité est que tout le monde était pressé de faire aboutir une loi d'organisation générale des troupes coloniales dont on reconnaissait la nécessité. Or la seule solution ayant chance de passer était le rattachement à la guerre. Aussi, pour ne pas faire échouer le projet, les partisans du rattachement aux colonies sacrifièrent-ils leurs préférences et se rallièrent-ils à l'opinion du Gouvernement et de la commission de l'armée. Espérons toutefois que cette idée, digne de plus longs développements, sera reprise avec succès dans l'avenir.

SECTION II

THÈSE SOUTENUE PAR LES PARTISANS DE LA MARINE.

Le ministre des Colonies étant écarté, il restait deux solutions possibles : on pouvait les rattacher soit au Ministère de la Marine, soit au Ministère de la Guerre. Ces deux solutions furent l'objet devant les Chambres de longues et importantes discussions, chacune ayant ses partisans convaincus et ses adversaires acharnés. Nous allons examiner les arguments que l'on faisait valoir en faveur de la marine, puis les inconvénients qui l'ont fait écarter.

Arguments en faveur de la Marine.

L'armée coloniale n'étant en somme qu'un instrument, un outil dont on se sert pour défendre les colonies, il faut se demander, pour poser la question sur son vrai terrain, à qui doit appartenir la défense des colonies et non à qui doit appartenir l'armée coloniale. De la réponse à la première question découlera tout naturellement la réponse à la deuxième. L'armée coloniale appartiendra à celui qui sera chargé de la garde et de la défense des colonies. Or, la marine a des droits tout particuliers à cette défense pour les raisons suivantes :

1° Dans les opérations militaires qui se livrent dans les pays lointains, il y a un lien étroit entre les troupes d'occupation et la flotte. Celle-ci est appelée à y jouer un rôle très important, peut-être même prépondérant. Nos colonies sont des îles pour le plus grand nombre ou tout au moins ont des territoires considérables le long de la mer. C'est de ce côté surtout qu'elles sont vulnérables. Pour que la défense soit efficace, il faut l'action combinée de nos vaisseaux et de nos troupes de terre, il faut maintenir entre ces deux forces un ensemble de vues, un accord parfait. Dès lors, n'est-il pas naturel de mettre ces deux forces sous l'autorité du même ministre militaire qui ne peut être autre que celui de la Marine.

2° Les voies de communication sont très importantes pour puiser de la métropole tout ce dont on a besoin ; vivres, médicaments, munitions et pour évacuer les malades. La puissance défensive d'une garnison coloniale réduite à ses propres ressources serait vile paralysée et bientôt impuissante devant les attaques d'une force navale même de médiocre importance. Nous en avons eu la preuve pendant la guerre hispano-américaine en 1898. Tant que la flotte de l'amiral Cervera ne fut pas détruite, l'Amérique ne put pas envoyer de troupes parce que, quoique près du théâtre d'opération, les lignes de communication n'étaient pas assurées. Par contre, aussitôt que cette flotte fut coulée, l'Espagne capitula malgré les 200,000 hommes qu'elle avait à Cuba.

Sous peine de désastre, la conservation des voies de communication est donc indispensable, et c'est le ministre de la Marine seul qui peut l'assurer, mais pour cela il doit avoir sous ses ordres, en même temps que la flotte, les forces d'occupation.

3° La marine aura toujours besoin de troupes. Dès lors n'est-il pas naturel de se servir des troupes qu'elle est obligée d'avoir pour en faire le noyau des troupes coloniales dont on a besoin. La marine est obligée d'avoir des troupes pour défendre les ports militaires en France et pour défendre ses points d'appui aux colonies. Certains même voudraient lui donner la défense des côtes de la métropole en entier :

a) Pour défendre les ports militaires français : c'est dans ces ports militaires que la marine a ses points d'appui, les bases d'opération qui permettent à ses escadres de manœuvrer, de s'approvisionner. Elle a donc le droit et le devoir de revendiquer la défense des ports militaire tout entiers, car c'est un sentiment bien humain que de bien défendre ce qu'on a intérêt à garder. Si la Guerre était chargée de ce service, il serait à craindre qu'elle ne le négligeât un peu, n'étant pas directement intéressée comme la Marine. Celle-ci, au contraire, dont le rôle offensif serait annihilé par leur perte, fera tous ses efforts pour assurer leur défense.

b) Pour défendre ses points d'appui aux colonies : La marine ne pourrait pas exister si elle n'avait pas de points d'appui aux colonies. Ces points d'appui sont des ports militaires où nos escadres pourront venir se réfugier, se réapprovisionner, trouver un abri après un combat meurtrier pour elles. Or, puisque le point d'appui doit précisément servir de refuge à une flotte désemparée, il est clair que la défense de ces points d'appui ne peut se faire que du côté de la terre, par des troupes de terre et non par des marins. La marine pour les mêmes raisons que celles qui lui donnent le droit de revendiquer la défense des ports militaires européens, a le droit de revendiquer celle des points d'appui aux colonies et, pour l'assurer, a besoin de troupes.

c) Pour défendre les côtes en France : Ceux qui soutenaient cette opinion tenaient le raisonnement suivant :

La défense du territoire national appartient au ministre de la Guerre. Toutes les fois que l'ennemi met le pied sur le sol français, c'est le ministre de la Guerre qui est et doit être chargé de le repousser. Mais si on envisage l'hypothèse d'une flotte venant attaquer le littoral et tenter un débarquement, avant que l'ennemi soit débarqué, il va se livrer un véritable combat naval. Or, le ministre de la Guerre ne peut pas songer à livrer des combats navals, ce rôle est le propre de la marine. Il y aurait de grands dangers à confier les batteries de côtes à des officiers d'artillerie de terre. Comment ceux-ci qui n'ont jamais vu de vaisseaux pourront-ils reconnaître la nationalité d'un navire encore éloigné et presque imperceptible ? D'un autre côté, s'ils ne savent pas reconnaître cette nationalité, ils vont se trouver dans une fâcheuse alternative ; s'ils ne tirent pas, ils risquent de laisser approcher un ennemi, et s'ils tirent, ils risquent de couler un français. Si c'est au contraire un officier de marine qui est à la tête des batteries de côtes, il reconnaîtra à des signes extérieurs, à des formes de carène soudain aperçues, à des détails qui n'échappent pas aux marins, s'il a affaire à un ami ou à un ennemi et agira en conséquence.

A l'appui de cette thèse, ils citaient le témoignage de plusieurs hautes personnalités militaires tant maritimes que terrestres : en Italie, M. l'amiral Bettolo, en Allemagne, le maréchal de Moltke, et en France, l'amiral Delofre. Celui-ci, en 1849, était rapporteur d'une grande

Commission de la Marine, dite Commission parlementaire, présidée par M. Dufaure. Il résumait ainsi les conclusions de cette Commission : « Il n'y a que l'officier de marine qui puisse justement apprécier, quand un vaisseau apparaît, où ce vaisseau viendra toucher terre, calculer les effets du courant et dire : ce vaisseau ne peut virer que là dans telle ou telle position. C'est donc un officier de marine qui seul peut indiquer quand il faut tirer, qui seul peut attaquer avec avantage sans brûler de poudre maladroitement. »

De plus, enlever la défense des côtes à la marine, c'est diminuer son rôle offensif et, par suite, la diminuer. La valeur offensive de la côte et la valeur offensive de la flotte sont complémentaires. Un bateau, pour avoir une action offensive sérieuse et certaine, doit être sûr que sa côte est bien défendue et qu'il peut aller en toute sécurité se ravitailler et rentrer à son port de départ.

C'est pour ce motif que la grande loi de 1791 qui donnait la défense sur terre au ministre de la guerre et la défense sur mer au ministre de la Marine, fit une exception au principe en donnant aux préfets maritimes une certaine autorité sur les ports. C'est pour la même raison que l'Allemagne a confié la défense de la Mer du Nord au ministre de la Marine et celle de la Baltique au ministre de la Guerre. Celle-ci n'a en effet aucune valeur offensive, tandis que celle de la mer du Nord est grande.

4° La marine est en possession d'état depuis 1831. Pourquoi lui enlever ces troupes coloniales qui se sont couvertes de gloire sous sa direction et son commandement sur tous les points du globe. Elles ont pris une part glorieuse aux expéditions de Tahiti avec l'amiral Bruat, de la Nouvelle-Calédonie sous les ordres de l'amiral Guillaïn, du Mexique, de Crimée avec l'amiral Rigault de Genouilhy. Nous les rencontrons au premier rang sur tous les champs de bataille européens et extra-européens, en Chine, en Indo-Chine, au Tonkin, en Crète ; pendant la campagne de 1870, elles se battent héroïquement à Bazeille et à Paris pendant le siège.

5° Nous avons vu au chapitre de l'autonomie, les inconvénients et les dangers qu'il y aurait à mettre à la tête des expéditions coloniales des chefs ne connaissant pas les choses coloniales. La guerre aux colonies est toute différente de la guerre en Europe. La marine mieux que tout autre est capable de former de bons chefs ; elle connaît les colonies, les a visitées, pratiquées, elle a à leur égard une tradition qui manque à la guerre et connaît mieux que cette dernière ce qui convient à l'hygiène des troupes comme aux habitudes des populations. Aussi dans la plupart des expéditions qu'elle a eu à diriger n'avons nous eu que peu de pertes à déplorer, exemple : en 1886 au Soudan, le colonel Galliéni dirige une expédition vers Diamou, dans une région inconnue à 250 kilomètres du sud de Bakel. En

quarante jours il mourut 3 hommes. Dans une seconde expédition en 1887-88 il y eut une morbidité de 2 1/2 pour cent. Il en fut de même au Dahomey. La guerre elle en est tout à fait incapable.

6° Les colonies ont besoin de la marine et la marine a besoin des colonies ; elle est incitée à les défendre et ce soin contribue à entretenir en elle une activité, une émulation qu'elle ne trouverait pas dans la seule conduite de ses navires.

Objections.

On reprochait au Ministère de la Marine de ne pas assurer un recrutement suffisant, d'avoir des cadres trop restreints, on lui disait aussi :

Les troupes coloniales sont des troupes de terre, il est juste qu'elles soient sous les ordres du chef de toutes les forces terrestres.

Réfutation de ces objections.

A cela ils répondaient qu'en cas de guerre, les troupes coloniales auraient à s'entendre non avec les troupes de terre mais avec les flotilles des colonies, puisque le danger sérieux vient toujours du côté de la mer.

Pour le recrutement, tout en en avouant l'insuffisance, ils prétendaient que le rattachement à la guerre n'améliorerait pas la situation. Ils allaient même jusqu'à accuser le ministre de la guerre d'avoir montré une certaine mauvaise volonté vis-à-vis de la marine pour gêner celle-ci dans le recrutement de ses troupes. Les cadres non plus ne seraient pas augmentés du fait de rattachement à la guerre. On pouvait fort bien les augmenter tout en les maintenant à la marine ce qui avait l'avantage de maintenir l'esprit de corps et les traditions de ces corps.

Inconvénients du Ministère de la Guerre.

Pour eux, non seulement le rattachement à la marine offrait de grands avantages, mais inversement le rattachement à la guerre présentait de grands inconvénients.

1° Ce serait dangereux, non seulement pour les colonies, mais aussi pour la métropole. La préoccupation constante, le but unique du ministre de la Guerre, doit être la garde de la frontière métropolitaine. Sa tâche est déjà bien lourde; si on y ajoute les troupes coloniales et la défense des colonies, cette tâche sera au-dessus de ses forces. La mobilisation européenne qui mettra en mouvement des millions d'hommes d'un bout du territoire à l'autre suffit déjà amplement à ab-

sorber d'une façon complète ses préoccupations et son activité. Que sera-ce lorsqu'il lui faudra s'occuper d'organiser cette guerre coloniale si différente de la grande guerre. Comme disait le général Billot, le 4 novembre 1892, au Sénat : « Il n'y a pas de puissance humaine, d'intelligence et de cœur capables de suffire à une tâche aussi colossale. »

2° L'autonomie risquerait d'être violée et avec cette violation apparaîtraient toutes les difficultés que nous avons déjà signalées : nos magasins vides, nos arsenaux dégarnis, par suite notre mobilisation compromise, la loi du 30 juillet 1893, qui n'admet dans le service colonial que des volontaires, violée, notre armée métropolitaine affaiblie, etc., etc.

3° En cas de guerre européenne, on risquerait de voir le département de la guerre abandonner à la marine les troupes coloniales et la défense des colonies qu'il serait alors incapable d'assurer. La marine se trouverait en mauvaise posture. Elle aurait la responsabilité d'un état de choses qu'elle n'aurait pas pu préparer et que la guerre aurait peut-être laissé dans un état désastreux.

4° Si on rattache les troupes coloniales à la guerre, elles perdront leur homogénéité, leur esprit de corps, les traditions qu'officiers, sous-officiers et soldats se transmettent depuis un siècle et qui font que tous les éléments de l'infanterie et de l'artillerie de marine sont adaptés d'avance à la vie maritime et coloniale.

5° Nous avons vu les dangers que présente la mise en présence aux colonies de deux administrations. Elles ne s'entendent pas et il en résulte du désordre et du gaspillage. Le rattachement à la guerre va en ajouter une troisième. Le ministre des Colonies en effet aura toujours affaire aux colonies, on ne peut pas songer à l'éliminer. On ne peut pas songer davantage à éliminer la marine qui y a ses points d'appui. De plus, le Ministère de la Guerre ne pourra pas se dispenser d'avoir recours à elle, car il n'a pas de flotte et il en a besoin d'une pour faire venir des troupes de terre, pour les ravitailler, les approvisionner.

SECTION III

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

L'idée du maintien des troupes coloniales au Ministère de la Marine ne prévalut pas devant le Parlement, D'une part les arguments invoqués en faveur de la Marine et ceux invoqués contre la Guerre n'étaient pas très probants, d'autre part le *statu quo* présentait des dangers et du moment qu'on avait dès l'abord écarté pour ainsi dire sans examen le ministre des Colonies, il semblait préférable de choisir le Ministère de la Guerre qui,

quoique défectueux sur certains points, présentait sur d'autres des avantages considérables.

Réfutation des arguments en faveur de la Marine.

1° « Nos colonies étant plutôt vulnérables du côté de la mer, le rôle prépondérant appartient à la flotte. Dès lors n'est-il pas naturel de placer les troupes coloniales sous l'autorité du même chef qui ne peut être que le ministre de la Marine. »

Sans vouloir nier l'importance du rôle que la flotte aurait à remplir, on ne peut s'empêcher de constater qu'actuellement la défense des colonies est plutôt terrestre que maritime grâce à la grande extension qu'ont pris nos empires d'Asie, d'Afrique et de l'Océan Indien.

2° « Voies de communication. » Si nous envisageons l'hypothèse d'une guerre avec l'Angleterre, il n'y a pas à se dissimuler que, à cause de notre infériorité numérique nous n'aurons pas la mer libre ; nos communications avec Madagascar et l'Indo-Chine seront interceptées, nous ne pourrons pas envoyer de secours à nos colonies. Aussi doit-on organiser le plus vite possible la défense autonome des colonies au moyen des troupes de terre ; c'est la seule défense possible. Il faudra accumuler dès le temps de paix dans l'intérieur de la colonie des armes, des munitions, des approvisionnements

de toutes sortes à l'aide desquels la colonie pourra se défendre victorieusement et opposer à l'ennemi une résistance longue et efficace. Au surplus cette défense peut être organisée assez facilement ; notre empire colonial comprend d'immenses territoires ayant sans doute une frontière maritime mais aussi des frontières terrestres et au dedans de ces frontières des étendues très peuplées comme en Indo-Chine et dans l'Afrique occidentale. Ces populations nous sont déjà soumises et fidèles ; elles peuvent nous fournir un réservoir d'hommes presque inépuisable si nous savons nous en servir. Ces troupes de terre se trouveront tout naturellement sous les ordres du grand chef de l'armée de terre métropolitaine, du ministre de la Guerre.

3° « La Marine a besoin de troupes pour défendre les ports militaires métropolitains et les points d'appui aux colonies, et pour assurer la défense des côtes en France. »

La marine n'a nul besoin de ces troupes :

a) Les ports militaires ne sont pas autre chose que des forteresses comme Belfort, Verdun, Toul, dont la défense n'a rien de maritime si nous en croyons un ancien ministre de la Guerre M. de Galliffet. Celui-ci soutenait à la Chambre des députés le 5 avril 1900 qu'une flotte ennemie ne pourrait jamais s'emparer d'un port, à moins d'une surprise, pour la raison bien simple que sur terre on peut adapter des cuirasses, élever des épaulements tels que jamais les navires ennemis ne pour-

raient éteindre le feu des batteries de terre ni par conséquent prendre le port.

Non seulement la défense des ports est toute terrestre et peut très bien être assurée par le ministre de la Guerre, mais il est indispensable qu'il en soit ainsi ; sinon on serait obligé de distraire des contingents métropolitains une force d'au moins 100,000 hommes qu'on mettrait sous les ordres du ministre de la Marine ; ce serait constituer deux armées l'une contre l'Angleterre, l'autre contre l'Allemagne, créer deux ministres de la guerre ; ce serait diviser nos ressources au moment où nous aurions le plus besoin de les tenir énergiquement rassemblées. Il est clair en effet que nous ne pouvons pas être aussi forts que l'Allemagne sur les Vosges et avoir en même temps une flotte aussi puissante que la flotte anglaise. Ce sont les mêmes ressources qui doivent être utilisées partout où le danger se fera sentir, il faut que leur répartition sur les différents théâtres d'opérations puisse être modifiée suivant les circonstances promptement et sans débats. Dans ces conditions il semble donc bien nécessaire de les confier en temps de paix comme en temps de guerre à une autorité unique qui ne peut être que le ministre de la Guerre.

b) Les points d'appui aux colonies ne sont pas défendus par les navires de guerre. Le rôle de ceux-ci est d'être au large, d'assurer la liberté des mers. Ce sont au contraire les points d'appui protégés et défendus par des forces terrestres qui doivent constituer un abri

et un refuge pour nos escadres. La défense de ces points d'appui doit appartenir au ministre de la Guerre qui seul doit diriger les troupes chargées de la défense terrestre.

c) La défense des côtes ne peut pas non plus appartenir à la marine. Elle revient forcément à la guerre. La défense des côtes ne peut se faire qu'en profondeur, c'est-à-dire à l'aide de puissantes réserves qu'on mobilisera sur des points fixés à l'avance et situé à une distance du littoral, 50, 60, 70, 80 kilomètres peut-être variant suivant les nœuds importants des voies ferrées. Ces réserves sont très importantes, 7 ou 8 corps d'armée peut-être seront nécessaires. Ce n'est plus cent mille hommes ici qu'il s'agit d'enlever au ministre de la Guerre pour les confier à son collègue de la marine c'est 300,000. L'unité de commandement serait totalement détruite et non seulement la défense des côtes mais encore celle du territoire national serait compromise.

La marine n'a donc pas besoin de troupes et n'en a jamais eu besoin. Il résulte de l'ordonnance de 1843, que si on lui a donné la défense de certains points sur la côte, c'est parce qu'elle avait des troupes mais qu'on ne lui a pas donné de troupes pour défendre ces points.

4° « La marine, mieux que la guerre, connaît les colonies et est plus capable d'organiser et de diriger les expéditions coloniales, l'histoire est là pour le prouver. »

C'est malheureusement vrai jusqu'à un certain point. La guerre, notamment à Madagascar, n'a pas su tout prévoir, mais qu'y a-t-il d'étonnant à ce qu'elle ne résolve pas bien des questions dont elle n'a à s'occuper qu'accidentellement. Quand elle en sera chargée, elle y prendra plus d'intérêt, s'en occupera davantage et apprendra vite à connaître toutes les questions coloniales. En attendant qu'elle ait toute l'expérience nécessaire, il pourra y avoir pour plus de sûreté au Ministère de la Guerre, une direction spéciale, un conseil composé de gens compétents pour éclairer le ministre.

Du reste, il n'est pas question de charger de la défense des colonies des régiments de ligne ou d'artillerie de terre. Ce sont les anciennes troupes de la marine qui continueront à assurer ce service.

5° « On va diminuer la marine. »

Les attributions de la marine sont très lourdes et si on lui enlevait les troupes coloniales, loin d'y perdre, elle n'aurait qu'à y gagner. Le *statu quo* augmente considérablement les postes d'officiers de marine à terre. Ceux-ci du moins, un certain nombre, ont une tendance bien naturelle à rechercher ces postes où ils sont plus tranquilles, mais où ils risquent de se déformer et d'oublier le métier de la mer. Le nombre de ces postes a beaucoup augmenté dans ces dernières années, il n'y aurait que des avantages à enrayer ce mouvement croissant.

**Réfutation des arguments invoqués par les partisans de la
Marine contre la Guerre.**

1° Il est bien certain que l'autonomie est difficile à assurer avec le ministre de la Guerre, mais elle n'est pas impossible ; c'est l'affaire du législateur ; il n'a qu'à prendre des précautions dans la loi et le Pouvoir Exécutif ne pourra pas agir contrairement à la loi.

2° L'esprit de corps ne sera pas supprimé. Le ministre de la Guerre ne fondra pas les troupes coloniales avec le reste de l'armée, il les gardera comme une arme spéciale. Les bleus et les rouges étant séparés, il y aura une grande émulation. L'esprit de corps ne pourra qu'augmenter car, bien que absolument distincts, ils vivront très rapprochés les uns des autres, côte à côte.

Inconvénients de la Guerre.

Restent deux graves arguments contre la guerre :

1° Nous allons avoir aux colonies trois administrations au lieu de deux et il est à craindre que les conflits entre administrations n'en deviennent que plus aigus, au grand détriment de l'intérêt général.

2° On ne peut pas se dissimuler que la tâche du ministre de la Guerre est déjà bien lourde ; l'augmenter

encore peut être dangereux pour la métropole et les colonies. Cet argument, il est vrai, peut aussi bien être invoqué contre le ministre de la Marine. Lui aussi a bien assez à faire à s'occuper de la préparation de la guerre navale qui devient chaque jour plus difficile avec les progrès que la science a fait faire à l'outillage et à l'armement. Le combat à la mer, la construction des bateaux, l'instruction des équipages et non le commandement des troupes de terre, tel est son rôle, il ne doit pas en être détourné.

Raisons qui l'ont fait préférer aux deux autres Ministères.

Malgré ces inconvénients, le Parlement jugea, avec raison, préférable d'adopter la solution préconisée par la Commission de l'armée pour deux raisons que nous allons examiner. D'une part, le rattachement à la Marine présentait un inconvénient radical : le recrutement était insuffisant. D'autre part, le rattachement à la Guerre présentait de réels avantages.

Inconvénients de la Marine. — Elle est incapable d'assurer pour l'infanterie et l'artillerie de marine un recrutement suffisant. Ceci ressort de la situation des troupes de la marine au 1^{er} février 1900. A cette date, il n'y avait de disponible dans les ports de guerre, en infanterie, que 3,360 hommes, et en artillerie que

1,150. Ces effectifs pouvaient à peine suffire à assurer la relève et n'auraient pu fournir des renforts importants. Sans doute, il y avait dans les ports environ 20,000 hommes, mais de ce chiffre il fallait défalquer les engagés et rengagés qui sont trop récemment rentrés en France, pour qu'on puisse leur demander de repartir aussitôt, et ceux qui sont trop près de leur libération définitive, pour qu'il faille faire pour eux dans la même année les frais de deux longues traversées.

Non seulement les hommes n'étaient pas en nombre suffisant, mais encore ils étaient trop jeunes. Les cadres eux-mêmes n'étaient pas assez nombreux, au grand détriment de la santé de nos officiers.

Dans ces conditions, la Guerre, à chaque expédition coloniale, est obligée d'intervenir et elle intervient dans de mauvaises conditions parce que ne pouvant pas prévoir les besoins de la défense coloniale, quand on fait appel à son concours, elle est obligée d'improviser en quelque sorte la formation des troupes qu'on lui demande.

Avantages de la Guerre. — 1° Pour les cadres. — Si on en augmente le nombre en les laissant à la Marine, il faudra pour donner un aliment à la partie de ces cadres stationnée en France, sous peine de les laisser se rouiller et perdre leur valeur dans l'oisiveté, opérer sur le contingent métropolitain un prélèvement

destiné à donner un corps aux nouvelles unités qu'ils commanderont. Mais alors la défense métropolitaine sera affaiblie. Au contraire, si on rattache l'infanterie et l'artillerie de marine au ministre de la Guerre, on a à sa disposition le cadre entier des officiers de l'armée française, où on pourra puiser tout ce dont on aura besoin. Les cadres métropolitains sont si nombreux qu'ils ne seront pas affaiblis ; le prélèvement d'un officier par régiment correspondra à la création d'une division aux colonies.

Non seulement ce cadre colonial sera autonome, mais grâce aux facilités de roulement, on pourra constituer des cadres qui se spécialiseront par colonie, ce qui, nous le savons, est ce qu'il y a de plus avantageux.

2° C'est le ministre de la Guerre qui a en mains toutes les ressources du recrutement, de l'organisation, du remplacement. Il est chargé du recrutement en France, il appelle sous les drapeaux les jeunes gens de 21 ans ; c'est lui qui envoie dans les régiments d'infanterie et d'artillerie de marine un certain nombre de soldats. C'est encore lui qui fournit les cadres, soit que les officiers sortent de Saint-Cyr ou de Saint-Maixent pour l'infanterie, de Versailles, Polytechnique ou Fontainebleau pour l'artillerie. Il dispose de toutes les ressources en matériel, en équipement, en armement. C'est lui qui peut donner la meilleure impulsion à l'administration de ces corps de troupes.

3° Dans l'armée métropolitaine, l'organisation, la

tactique, l'armement, l'équipement sont les mêmes que dans l'armée coloniale. Celle-ci doit par suite avoir recours aux mêmes procédés d'éducation, d'instruction et d'administration que celle-là. Il en résulte que le ministre de la Guerre est plus compétent que tout autre pour les réglementer et les diriger.

4° Le ministre de la Guerre est sûr de provoquer assez d'engagements et de rengagements volontaires pour assurer le recrutement. C'est lui qui, avant la loi du 7 juillet 1900, fournissait aux troupes de la marine la plus grande partie des rengagés. Quand il aura besoin d'hommes pour l'armée coloniale, il enverra une circulaire aux commandants de corps d'armée, qui la transmettront successivement aux généraux et chefs de corps placés sous leur autorité. Ceux-ci, c'est un sentiment bien naturel, pour satisfaire leur chef, feront tous leurs efforts pour que ses ordres soient bien exécutés. Si la circulaire venait au contraire d'un autre ministre, ils ne seraient pas directement intéressés et se montreraient peut-être quelque peu négligents.

De plus, quand on demande d'un seul coup, comme le faisait la marine à la guerre, plusieurs milliers d'hommes, on a de grandes chances de ne pas les obtenir. Le recrutement ne peut se faire que d'une façon graduelle, et pour qu'il en soit ainsi, il est nécessaire que les deux armées soient sous l'autorité d'un seul chef, qui ne peut être que le ministre de la Guerre. De cette façon, celui-ci sera tenu au courant, jour par jour, des

besoins de l'armée coloniale et pourra, en employant l'influence morale des officiers et sous-officiers de l'armée de terre sur leurs soldats, établir et régler sans danger le courant qui portera nos anciens soldats de l'armée de terre vers l'armée coloniale.

5° En cas de guerre européenne, ces troupes grossies par leurs réserves sont appelées à jouer un rôle très important; elle doivent former un corps d'armée de premier ordre, possédant des qualités spéciales d'endurance et d'entraînement, grâce à la vie de campagne qu'elles ont menée aux colonies. Malgré les brillantes qualités de ces troupes, on leur a reproché parfois et avec quelque apparence de raison de ne pas posséder toutes les qualités et l'instruction qu'exigent les guerres européennes. Cela tenait à ce que le ministre de la Marine est incapable de compléter en France leur éducation et de les tenir au courant des progrès de la science militaire. Avec le rattachement au Ministère de la Guerre, ce reproche n'aura plus raison d'être. Celui-ci donnera, en effet, à ces troupes coloniales pendant leur séjour en France, la même instruction qu'aux autres troupes de l'armée métropolitaine et dans quelques années, nos officiers coloniaux seront des officiers d'élite et complets sous tous les rapports.

6° Le mode d'emploi de ces troupes coloniales, surtout en France, les rapproche davantage du ministre de la Guerre. Elles ont une mobilisation comme les troupes de la guerre, elles ont des réservistes adminis-

trés par la guerre, par le commandant territorial et les bureaux de recrutement, tant pour les ordres de convocation pour les périodes d'instruction que pour les ordres de mobilisation générale. C'est aussi la guerre qui les transporte à leur destination fixée par la mobilisation.

Une fois mobilisés, deux parts sont faites : l'une est attachée à nos formations de campagne et est naturellement sous les ordres du ministre de la Guerre, l'autre assure la défense des ports militaires et, en cas d'attaque, doit être sous les ordres du ministre de la Guerre qui, d'après la loi de 1791, est le seul qualifié pour assurer dans son intégrité la défense du territoire.

CHAPITRE IV

ÉTUDE DES PRINCIPALES DISPOSITIONS DE LA LOI DU 7 JUILLET 1900

La loi du 7 juillet 1900 « portant organisation des troupes coloniales », comprend 4 titres et 25 articles. Le 1^{er} traite de l'organisation générale ; le 2^e a trait à l'organisation et à la composition des troupes coloniales ; le 3^e s'occupe du recrutement et des réserves ; le 4^e contient les dispositions générales. Nous allons étudier les dispositions essentielles de la loi ainsi que celles contenues dans les décrets parus depuis sa promulgation.

TITRE PREMIER

ORGANISATION GÉNÉRALE.

Après avoir tranché en faveur du ministre de la Guerre la question du rattachement des troupes coloniales, l'article 1^{er} définit ainsi leur rôle :

« Elles sont en principe destinées aux colonies. Elles comprennent l'ensemble des forces organisées spécialement en vue de l'occupation et de la défense des colonies et pays de protectorat.

« Ces forces coopèrent le cas échéant à la défense de la métropole ou prennent part aux expéditions militaires hors du territoire français » (art. 1^{er}).

Par cette disposition, le législateur, tout en affirmant que le rôle principal des troupes coloniales était d'assurer la garde et la défense des colonies n'a pas voulu priver la défense nationale en cas de conflit européen du concours de la partie de ces troupes d'élite stationnées en France pour assurer la relève. Il n'a pas voulu les tenir éloignées de la métropole, au risque de ne pas pouvoir les faire revenir si la mer n'était pas libre et les concentrer en Algérie comme certains le demandaient. Il a décidé qu'elles pourraient être stationnées sur un point quelconque du territoire de la République ou de ses dépendances. C'était les avoir continuellement à portée et en même temps assurer un meilleur et plus prompt rétablissement des soldats rentrant fatigués, anémiés par les climats tropicaux.

L'article 2 dans son premier paragraphe établit le principe de l'autonomie, principe dont nous avons déjà apprécié toute la valeur. Malheureusement il contient dans son deuxième paragraphe une disposition moins heureuse au sujet du budget. Il le divise en deux parties « l'une formant une section spéciale du budget du Mi-

nistère de la Guerre comprend toutes les dépenses afférentes aux troupes coloniales stationnées en France, en Algérie ou en Tunisie; l'autre formant une section spéciale du budget du Ministère des Colonies comprend toutes les dépenses à la charge soit du budget métropolitain soit des budgets locaux afférentes aux unités stationnées dans les colonies ou pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie et aux ouvrages de défense des dites colonies ou pays de protectorat » (art. 2, § 2).

Or la partie des troupes coloniales stationnées aux colonies et celles se trouvant en France devraient avoir un seul et même budget. Ces deux parties sont, en effet, intimement liées entre elles : la valeur des éléments qui stationnent et combattent aux colonies dépend de la valeur des unités de France qui sont chargées du recrutement et de l'instruction des hommes, de l'habillement et de l'équipement. Des dépenses souvent avantageuses pourraient être faites d'un côté et compensées par des économies réalisées de l'autre, mais pour cela il faudrait l'unité de budget sinon le ministre qui aura à supporter les dépenses hésitera à les faire si ce n'est pas lui qui doit bénéficier des économies.

« Une direction spéciale, instituée au Ministère de la Guerre est chargée de tout ce qui concerne le personnel, l'instruction et le commandement de l'ensemble des troupes coloniales, ainsi que de l'administration et de l'emploi de la partie de ces troupes entretenues sur le budget de la guerre » (art. 2, p. 3).

Un décret du 21 janvier 1901 est venu créer cette direction. Il modifie l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Guerre. Il prévoit une augmentation du personnel de cette administration dans la limite des crédits alloués par la loi des finances. Quatre bureaux sont créés pour traiter des affaires qui sont du ressort de la nouvelle direction. Le 1^{er} bureau ou bureau technique ne comprend que des officiers et s'occupe uniquement des questions militaires. Le 2^e et le 3^e s'occupent des affaires du personnel telles que mutations, promotions, relève, questions du service courant qui intéressent le personnel. Le 4^e est chargé du budget, du matériel, des soldes et en général de toute la comptabilité.

Les rapports entre gouverneurs civils et commandants militaires aux colonies sont réglés par l'article 3. Ceux-ci sont placés sous la haute autorité de ceux-là. Ils sont responsables vis-à-vis d'eux de la préparation des opérations militaires, de leur conduite et de tout ce qui est relatif à la défense des colonies.

Ce n'est que justice ; du moment que le ministre des Colonies est chargé de la défense intérieure et extérieure des colonies, il est bien naturel que les gouverneurs qui sont ses représentants aient le droit de s'occuper des effectifs et de leur répartition, des travaux de défense tels que fortifications à entreprendre, plans de campagne, en un mot de tout ce qui intéresse la défense des colonies.

Il est d'autant plus naturel de donner aux gouverneurs civils une autorité assez étendue sur les commandants militaires que l'armée coloniale doit en même temps qu'assurer la garde de nos colonies, constituer un sérieux élément de colonisation. On doit s'efforcer de faire rester les soldats dans les colonies après leur libération, on doit également se servir d'eux avant leur libération, en en faisant des administrateurs, des agriculteurs, des ouvriers, des contre-maitres, pour faire l'instruction des indigènes, suivant les capacités de chacun.

TITRE II

ORGANISATION ET COMPOSITION DES TROUPES COLONIALES.

Il comprend 10 articles, de l'article 4 à l'article 14. L'article 4 donne une énumération complète des troupes coloniales. Elles comprennent :

- « 1° Un état-major général ;
- 2° Un service d'état-major ;
- 3° Des troupes recrutées à l'aide d'éléments français et des contingents fournis par les colonies soumises aux lois de recrutement ;
- 4° Des troupes recrutées à l'aide d'éléments indigènes dans les diverses colonies et pays de protectorat ;

5° Des états-majors particuliers de l'infanterie et de l'artillerie coloniale ;

6° Un service de recrutement colonial ;

7° Un service de la justice militaire ;

8° Des services administratifs et de santé (art. 4).

« La partie des troupes coloniales stationnée en France, en Algérie ou en Tunisie se compose :

De régiments d'infanterie ;

De régiments d'artillerie ;

De compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers.

La partie des troupes coloniales stationnée aux colonies comprend :

Des régiments ou unités d'infanterie et d'artillerie ;

Des compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers ;

Des régiments ou unités recrutés à l'aide d'éléments indigènes ;

Un corps disciplinaire.

Le nombre de ces régiments ou unités est fixé par décret suivant les besoins du service et les crédits budgétaires.

Chacun des régiments d'infanterie comprend un cadre complémentaire.

La composition en hommes et en cadres des corps de troupes susmentionnés ainsi que celle des états-majors particuliers est déterminée par décret rendu sur le rapport du ministre de la Guerre après entente avec le ministre des Colonies. » (art. 5.)

Deux décrets du 28 décembre 1900 sont venus orga-

niser les régiments d'infanterie et d'artillerie coloniale stationnés soit en France soit aux colonies et leurs états-majors particuliers chargés de fournir les cadres français des corps indigènes, prévus par les articles 5 et 7 qui s'exprime ainsi :

« Les troupes coloniales formées à l'aide d'éléments indigènes sont réparties en corps spéciaux dont le nombre, la composition et la dénomination sont fixés par décret selon les besoins du service et les crédits budgétaires ».

Le premier décret règle la composition de l'infanterie coloniale qui comprend :

- 1° Un état-major particulier ;
- 2° Des corps de troupes d'infanterie européenne et indigène ;
- 3° Un corps disciplinaire.

I. — L'état-major particulier de l'infanterie coloniale comprend en France et aux colonies :

1° Les officiers de l'arme affectés au service d'état-major ou détachés auprès des gouverneurs, les officiers élèves à l'école de guerre ou stagiaires d'état-major, les officiers chargés de l'administration d'un territoire qui ne sont pas en même temps commandants d'une unité ; enfin les officiers affectés à des services ou emplois (administration centrale, justice, recrutement, affaires indigènes, missions, etc.) autres que ceux prévus dans les cadres des corps de troupes.

2° Un personnel d'hommes de troupes employé aux

colonies en dehors du service réglementaire (art. 3 du décret du 28 décembre 1900).

II. — Les corps de troupes d'infanterie coloniale européenne comprennent :

1° En France :

a) Douze régiments d'infanterie coloniale comprenant : trois bataillons à quatre compagnies, un état-major, un petit état-major, une section hors rang et un cadre complémentaire :

b) Une section de secrétaires d'état-major colonial employé tant en France qu'aux colonies.

c) Une section de télégraphistes coloniaux (portion principale en France, portion secondaire aux colonies).

d) Un dépôt des isolés des troupes d'infanterie coloniale.

e) Une section de secrétaires et d'ouvriers du commissariat colonial.

f) Une section d'infirmiers coloniaux.

En cas de mobilisation ces 3 divisions forment un corps d'armée sous le commandement d'un officier général des troupes coloniales.

2° Aux colonies :

a) 6 régiments dont 1 à 2 bataillons stationné dans l'Afrique occidentale, 3 à 3 bataillons, le 9^e et le 11^e en Indo-Chine et le 15^e à Madagascar, 2 à 4 bataillons, le 10^e en Indo-Chine et le 13^e à Madagascar.

b) 2 bataillons à 4 compagnies en Nouvelle-Calédonie et à la Martinique.

c) 1 bataillon à 2 compagnies à la Guyane.

d) 1 compagnie à la Guadeloupe.

e) 1 compagnie à Taïti (art. 4).

Les corps indigènes d'infanterie comprennent :

1° 1 régiment de tirailleurs annamites à 3 bataillons ;

2° 4 régiments de tirailleurs tonkinois dont 2 à 3 bataillons et 2 à 4 :

3° 3 régiments de tirailleurs sénégalais dont 2 à 3 bataillons de 4 compagnies et 1 à 4 bataillons de 4 compagnies ;

4° 2 régiments de tirailleurs malgaches à 3 bataillons de 4 compagnies ;

5° 4 bataillons de tirailleurs sénégalais à 4 compagnies (art. 5) ;

Le corps disciplinaire comprend :

1° En France : un dépôt du corps des disciplinaires des colonies et 1 dépôt de la compagnie de discipline coloniale ;

2° Aux colonies : 2 compagnies et 1 section de discipline coloniale stationnées en Indo-Chine, à Madagascar et à la Martinique ; 2 compagnies de disciplinaires des colonies stationnées au Sénégal et à Diégo-Suarez (art. 6).

Le 2° décret du 28 décembre 1900 règle la composition et l'organisation de l'artillerie coloniale :

L'artillerie coloniale comprend :

1° Un état-major particulier ;

2° Des corps de troupe (art. 2).

L'état-major particulier de l'artillerie coloniale comprend en France et aux colonies :

Le personnel employé aux services techniques de l'artillerie de marine et de l'artillerie coloniale.

Les officiers de l'arme affectés au service d'état-major ou détachés auprès des gouverneurs, les officiers-élèves à l'école de guerre ou stagiaires d'état-major, les officiers chargés de l'administration des territoires qui ne sont pas en même temps commandants d'une unité ; enfin les officiers affectés à des services ou emplois (administration centrale, justice, recrutement, affaires indigènes, missions, etc.) autres que ceux prévus dans les cadres des corps de troupes (art. 3).

Les troupes d'artillerie coloniale stationnées dans la métropole comprennent :

3 régiments à 12 batteries, dont 4 montées, 2 de montagne et 6 à pied.

1 dépôt d'isolés.

5 compagnies d'ouvriers d'artillerie coloniale (art. 4).

Les troupes de l'artillerie coloniale stationnées dans les colonies comprennent :

1° Au Tonkin : 1 régiment à 8 batteries dont 2 montées, 4 de montagne et 2 à pied ;

2° En Cochinchine : 1 régiment à 6 batterie dont 2 montées, 2 de montagne et 2 à pied ;

3° En Nouvelle-Calédonie : 1 batterie à pied ;

4° A Taïti : 1 section d'une batterie à pied ;

5° A Dakar : 2 batteries à pied et 1 de montagne ;

6° Au Sénégal : 1 batterie à pied, 1 compagnie de conducteurs ;

7° Au Soudan : 1 batterie de montagne, 1 compagnie de conducteurs ;

8° A Diégo-Suarez : 3 batteries à pied ;

9° En Emyrne : 3 batteries de montagne et 3 compagnies de conducteurs ;

10° A la Martinique : 3 batteries à pied ;

11° A la Guadeloupe : 1 section d'une batterie à pied.

12° Dans le territoire militaire du Chari : 1 batterie de montagne ;

13° A la Réunion : 1 batterie à pied ;

14° 1 compagnie d'ouvriers d'artillerie au Soudan et des détachements des compagnies d'ouvriers d'artillerie dans les autres colonies (art. 5 du 2^e décret du 28 décembre 1900).

L'armée coloniale, outre l'infanterie et l'artillerie, a besoin de différentes armes et services comme le génie et la cavalerie, mais ses besoins de ce côté là sont très limités. Or, de petits corps comme le seraient forcément la cavalerie et le génie nécessaires aux troupes coloniales ne pourraient pas avoir un bon recrutement faute de débouchés suffisants dans les hauts grades. Aussi l'article 6 a-t-il agi sagement en décidant que « le personnel européen des armes autres que l'infanterie et l'artillerie et des divers services qu'il peut y avoir lieu de détacher dans les colonies et pays de protectorat est fourni par l'armée métropolitaine ».

Les deux articles 8 et 9 sont ceux qui portent la plus grave atteinte au principe de l'autonomie, en ce sens, ils sont mauvais surtout l'article 9.

Le 1^{er} permet au ministre de la Guerre de se servir de l'armée d'Afrique (légion étrangère, bataillons d'infanterie légère, régiments de tirailleurs) comme d'une réserve de l'armée coloniale à condition bien entendu de ne pas affaiblir, outre mesure, le 20^e corps et de laisser en Algérie et Tunisie le minimum de troupes prévu par la loi du 13 mars 1873.

Le 2^e s'occupe de l'état-major général ; il confie aux deux ministres de la Guerre et des Colonies toujours pour les raisons que nous avons signalées en expliquant l'article 3, le soin de pourvoir aux emplois et commandements des troupes coloniales en France et aux colonies. Il laisse aux ministres la possibilité de confier à des généraux de l'armée métropolitaine le commandement et la direction d'une expédition coloniale.

C'est cette dernière disposition surtout qui nous semble fâcheuse. C'est la porte ouverte au favoritisme. Si nos officiers généraux coloniaux qui ont sacrifié leur santé et leur vie sous des climats meurtriers se voient enlever par les officiers de la guerre les postes les plus avantageux, le recrutement de ces officiers coloniaux ne va-t-il pas être peu compromis ? De plus, ce chef, officier de la guerre, ne sera-t-il pas moins capable que l'officier colonial ? En somme, nous y voyons de gros désavantages sans avantages correspondant.

Au contraire, l'article 8, qui porte atteinte lui aussi à l'autonomie, a-t-il au moins l'avantage de faire réaliser au Trésor une très importante économie, nous l'avons déjà vu.

D'après l'article 10, le service d'état-major est assuré par des officiers de l'infanterie et de l'artillerie coloniale brevetés et, en cas d'insuffisance, non brevetés mis hors cadres.

L'article 11, après avoir déclaré que les services administratifs et de santé des troupes coloniales seraient assurés par les officiers du commissariat et de santé colonial remet à des décrets spéciaux portant règlement d'administration publique le soin d'organiser ces corps. Ces décrets ne sont pas encore intervenus, aussi ne pouvons-nous pas encore savoir s'ils apporteront une sérieuse amélioration à la situation précédente, qui laissait beaucoup à désirer. Il serait très désirable que les troupes coloniales aient leurs services administratifs autonomes, ce qui leur a manqué jusqu'ici.

Au sujet du service de la justice militaire est intervenu, le 6 janvier 1901, un décret organisant provisoirement ce service pour les troupes coloniales. D'après ce décret, les troupes coloniales stationnées en France ou en Algérie sont sous la juridiction des conseils de guerre et de révision de France ou d'Algérie. Celles qui sont stationnées aux colonies continuent à être justiciables des conseils de guerre et de révision permanents établis dans les colonies. En ce qui concerne les

peines applicables, ce sont celles qui sont prévues par le Code de justice militaire de l'armée de terre. Ces conseils de guerre seront composés par le gouverneur de la colonie au moyen d'officiers des troupes coloniales ou des autres troupes de l'armée de terre et, à défaut de ces officiers, par des officiers de marine.

Lorsque les accusés auront grade de colonel ou au-dessus, ils seront renvoyés devant un des conseils de guerre permanents des circonscriptions territoriales de la métropole ou de l'Algérie.

L'article 12 de la loi confiait à un décret rendu sur le rapport des ministres de la Guerre et des Colonies le soin de fixer les conditions dans lesquelles s'effectuera la relève des cadres et des hommes stationnés dans les diverses colonies.

Ce décret, signé le 28 décembre 1900, contient une très importante et très heureuse innovation. C'est un premier pas dans la voie de la création de ces légions spéciales à chaque colonie. Nous avons montré les avantages qu'il y aurait à avoir une armée d'Indo-Chine, de Madagascar, des Antilles, etc. ; nous n'y reviendrons pas, nous nous contenterons de faire connaître l'heureuse disposition du décret.

Celui-ci, après avoir fixé un temps de séjour maximum variant suivant les colonies et suivant les grades, admet une prolongation de séjour d'un an avec l'autorisation du ministre de la Guerre. De plus, dans son article 9, il décide ce qui suit :

Les officiers ou agents qui ont prolongé d'une année leur durée de séjour aux colonies pourront être autorisés par le ministre de la Guerre à rentrer en France pour une période de six mois (traversées non comprises). Pendant cette période, ils sont en congé et jouissent de la solde entière. Leurs traversées sont payées par le département des Colonies.

A l'expiration de la période de six mois, l'officier ou agent ne doit être envoyé que dans la colonie qu'il vient de quitter et où il doit accomplir une nouvelle période réglementaire.

Les articles 16 et 17 du décret rendent ces dispositions applicables aux sous-officiers.

L'application de cette mesure permettra de réaliser une notable économie en réduisant le nombre des officiers qu'on est obligé d'entretenir en France pour assurer la relève.

L'article 15 favorise également la création de ces légions spéciales. Il prévoit dans son dernier paragraphe des engagements et rengagements pour une colonie déterminée ou pour un groupe déterminé de colonies, devant être institués par décret rendu en Conseil d'État, sur le rapport du ministre de la Guerre, après entente avec le ministre des Colonies.

C'est très avantageux au point de vue de la colonisation. Le jeune homme qui se sera engagé avec l'idée de rester dans la colonie, pourra pendant ses 3 ou 4 ans de service étudier la langue et les mœurs du pays et

prendre tous les renseignements nécessaires. A la fin de son temps, il s'établira avec de fortes chances de réussite. Il fera un colon et au besoin reprendra le fusil comme réserviste.

Ce n'est pas encore l'idéal, nous sommes loin du système préconisé par M. Chautemps qui voudrait que chaque homme qui s'engage puisse choisir sa colonie. Il est regrettable qu'on n'ait pas essayé de se rapprocher des systèmes anglais et hollandais qui suppriment complètement la relève pour les troupes et établissent des engagements à long terme, de 8 ans pour l'armée anglaise des Indes, de 6 ans pour l'armée coloniale néerlandaise. C'est un bon moyen pour acclimater les hommes à une colonie donnée et pour les faire rester comme colons après leur libération. Les Hollandais ont adopté une autre mesure excellente : chaque soldat européen est autorisé à avoir avec lui sa femme et ses enfants, ce qui a l'avantage d'augmenter la moralité, le bien-être et la propreté des hommes. De plus, tant que le bataillon n'est pas encore caserné dans une ville, on donne à tout soldat européen ou indigène de l'armée de Java qui a une bonne conduite, un lot de terrain non loin des casernes pour y élever une cabane et y faire un jardin. On lui cède la cabane et le jardin dès qu'il est admis à la retraite.

Le nouveau système français ne va pas si loin, mais il n'en constitue pas moins un grand progrès.

L'article 13 et dernier du titre II autorise entre offi-

ciers des troupes métropolitaines et coloniales, et réciproquement, des permutations suivant les règles en vigueur, c'est-à-dire avec perte d'ancienneté pour le plus ancien de grade.

TITRE III

RECRUTEMENT ET RÉSERVES.

Comme son nom l'indique, le titre III s'occupe du recrutement et des réserves, pour les troupes coloniales tant européennes qu'indigènes.

L'article 14 nous indique les diverses sources de recrutement ; il maintient le principe suivant lequel l'armée coloniale ne doit comprendre que des volontaires ; il maintient le système d'engagements et de rengagements établi par la loi du 30 juillet 1893 et le décret du 4 août 1894, au moyen de certains avantages tels que primes, hautes payes et concessions territoriales aux colonies sous certaines conditions ; il déclare applicables aux hommes des contingents des diverses colonies la loi des 15 juillet 1889 et les lois relatives à l'application du service militaire aux colonies.

Au sujet de la dispense de tout service prévue par

l'article 81 de la loi du 15 juillet 1889 au cas où il ne se trouverait pas de corps stationné dans un rayon fixé par arrêté ministériel est intervenu le 20 janvier 1901 un décret autorisant les gouverneurs à dispenser de la présence effective sous les drapeaux les jeunes gens en résidence fixe au moins depuis le 1^{er} janvier de l'année du tirage au sort et en possession d'une situation régulière dans les colonies ci-après qui se trouvent dépourvues de troupes françaises :

Côte d'Ivoire ;

Guinée ;

Congo-Français ;

Dahomey et dépendances ;

Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Côte Française des Somalis et dépendances ;

Etablissements français de l'Inde.

Quant aux lois relatives à l'application du service militaire aux colonies, jusqu'à aujourd'hui il n'y en a eu qu'une, celle du 1^{er} août 1895 « portant application du service militaire à l'île de la Réunion ».

A ce sujet, il y a eu au Sénat une intéressante discussion. L'article 1^{er} de cette loi dispose que « les hommes de la Réunion astreints à 3 ans de service sont encadrés dans les troupes présentes dans les colonies circonvoisines ». C'était les mettre hors les lois de 1889 et de 1893 qui admettent le principe du service volontaire aux colonies. C'était les forces à servir à Madagascar et cela dès le lendemain de leur incorporation. M. Drou-

het s'en plaint à juste titre ; il demanda l'application du droit commun aux jeunes gens de la Réunion et montra les dangers qu'il y aurait à envoyer à Madagascar des jeunes gens trop jeunes et non encore rompus aux fatigues du service militaire. Pourquoi appliquer aux français des colonies ce qu'on trouve désastreux pour les français de la métropole ? On n'a pas le droit de les assimiler aux hommes de la métropole parlant aux colonies parce que ceux-ci sont des engagés volontaires et en cette qualité forcés de partir tandis que ceux-là ne doivent être soumis qu'au service dans leur pays. Sans aller jusque là M. Drouhet demandait de leur faire faire au moins leur première année de service à la Réunion. Il n'obtint qu'à moitié gain de cause, l'article 14 décide que « les troupes coloniales à destination des colonies ne comprendront que des hommes ayant au moins six mois de présence sous les drapeaux et 21 ans révolus » ; c'est déjà une très bonne réforme ; de cette façon nous n'aurons plus le triste spectacle de ces jeunes gens qui s'engagent à 18 ans et qu'on envoie un an après chercher une mort certaine, à cause de leur jeunesse, sous des climats meurtriers comme à Madagascar.

L'article 14 contient dans son dernier paragraphe une bonne disposition. Pour renforcer les corps que les officiers coloniaux, stationnés en France pour assurer la relève, auront à commander, il autorise l'incorporation d'hommes du contingent métropolitain qui ne

seront pas astreints à servir aux colonies conformément aux dispositions de la loi du 30 juillet 1893.

Au sujet des engagements et des rengagements, l'article 15 n'apporte aucune modification au décret du 4 août 1894 à part celle que nous avons déjà signalée en étudiant l'article 5 (engagements ou rengagements pour une colonie déterminée).

Ce décret du 4 août autorise des engagements de 3, 4 ou 5 ans, avec des primes variant entre 100 et 200 fr. suivant que l'engagement est de 4 ou 5 ans ; il autorise également des rengagements pour 1, 2, 3 ou 5 ans, avec primes payables le jour de la signature de l'acte, variant entre 100, 200, 300 et 600 francs avec un maximum de 600 francs non comprise la prime touchée pour l'engagement. Les rengagés ont droit à des hautes payes journalières dont le montant varie avec le nombre des rengagements et à des pensions de retraite proportionnelles, après 15 ans de service, égales aux $15/25^e$ du minimum de la pension de retraite du grade dont ils sont titulaires depuis 2 ans au moins augmentée de $1/25^e$ pour chaque année de campagne.

La loi, on le voit, est très libérale ; on a fait tout ce qu'on a pu pour attirer nos soldats vers l'armée coloniale. Il serait même peut-être à désirer qu'on supprime les primes et qu'on augmente les hautes payes journalières. Ces primes ont un côté immoral et attirent beaucoup de gens faisant de médiocres soldats. Avec l'augmentation des hautes payes, le soldat pourrait se

procurer aux colonies un plus grand confort ce qui contribuerait dans une large mesure à ménager ses forces et à lui conserver la santé.

« Le recrutement des troupes coloniales indigènes continue à être assuré d'après les règles en vigueur pour chacune d'elles.

Ces règles pourront être modifiées par décret rendu sur le rapport des ministres de la Guerre et des Colonies » (art. 16).

Les articles 17 et 18 règlent l'organisation des réserves européennes et indigènes. Voici comment s'exprime l'article 17 :

« Les réservistes métropolitains des troupes coloniales qui seraient en excédent des besoins des corps coloniaux sont versés dans les divers corps de l'armée métropolitaine.

Réciproquement, en cas d'insuffisance, il est affecté aux corps coloniaux le nombre de réservistes de l'armée métropolitaine nécessaire pour les compléter, sans que ces hommes soient astreints à servir aux colonies.

En cas de mobilisation, les inscrits maritimes et les réservistes des équipages de la flotte rappelés par le ministre de la Marine et non utilisés pour le service de la flotte ou des établissements de la marine, seront mis à la disposition du ministre de la Guerre, après avoir été organisés en unités constituées placées, autant que possible, sous les ordres d'officiers de vaisseaux démissionnaires ou en retraite » (art 17).

Rappelons au sujet des inscrits maritimes et des réservistes des équipages de la flotte qu'il a bien été entendu au Parlement qu'ils ne seraient utilisés par le ministre de la Guerre qu'en temps que la marine n'en aurait pas besoin, pour ne pas laisser des gens inactifs pendant que tout le monde irait se battre mais que la marine aurait la possibilité d'y puiser dès qu'elle le reconnaîtrait nécessaire.

Quant aux réserves indigènes les décrets qui doivent régler leur organisation ne sont pas encore parus.

L'armée coloniale est complétée par des milices indigènes qui sont soldées sur les budgets locaux, et qui sont sous les ordres des gouverneurs. Elles sont chargées de faire les opérations de police intérieure ce n'est qu'exceptionnellement qu'elles prennent part aux opérations militaires et dans ce cas elles passent sous le commandement de l'autorité militaire et bénéficient des dispositions de l'article 8 de la loi du 13 juillet 1889 qui décide que « tout corps organisé quand il est sous les armes est soumis à l'autorité militaire, fait partie de l'armée et relève soit du ministre de la Guerre soit du ministre de la Marine ».

C'est avec quelque apparence de raison qu'on a reproché à ces milices d'être mal recrutées d'être indisciplinées et de nuire par leur contact aux troupes régulières. En revanche elles ont le grand avantage de ne pas coûter cher et malgré leurs défauts sont indispensables surtout dans les colonies où il n'y a pas de trou-

pes françaises comme au Congo. Aussi le législateur n'a-t-il pas voulu les supprimer et à-t-il prévu leur organisation par décrets rendus sur le rapport du ministre des colonies après avis du ministre de la Guerre.

L'article 20 dispose que « il sera statué par décret en forme de règlement d'administration publique sur les conditions d'obtention des pensions pour les militaires indigènes des troupes coloniales, sur le tarif de ces pensions et sur leur imputation » (art. 20).

L'article 21 s'occupe des individus exclus de l'armée en vertu de l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889. Cet article 4 prévoit trois catégories d'exclus :

1° Ceux qui ont été condamnés à une peine afflictive et infamante ou à une peine infamante dans le cas prévu par l'article 177 du Code pénal ;

2° Ceux qui ayant été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus ont été, en outre par application de l'article 42 du Code pénal frappés de l'interdiction de tout ou partie de l'exercice des droits civiques, civils et de famille ;

3° Les relégués collectifs.

Tous ces individus sont mis à la disposition des ministres de la Guerre et des colonies. Un décret du 28 décembre 1900 a réglé l'organisation de ces exclus tant en France qu'aux colonies ; ils ne sont pas armés. Ceux qui se trouvent en France et en Algérie relèvent du ministre de la Guerre et forment la catégorie des exclus métropolitains. Ceux-ci, à part un dépôt stationné en

France sont transférés en Algérie où il est plus facile de les utiliser et de les soumettre au régime qui leur convient. Quant à ceux qui se trouvent aux colonies, y compris les relégués collectifs, ils constituent les exclus coloniaux et sont répartis suivant les besoins, en divers points, de manière à éviter des frais de traversée inutiles. Pendant la durée de leur service actif, ils sont affectés à des travaux d'intérêt militaire.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Le titre IV et dernier de la loi contient les dispositions générales. Il décide dans son article 22, de verser dans les troupes coloniales, les troupes d'infanterie de marine et d'artillerie de marine, les troupes indigènes actuellement organisées ainsi que le personnel du service administratif colonial et du service de santé des colonies.

Il s'occupe également des pensions de retraite et autres avantages accordés aux officiers des divers corps des troupes coloniales, du matériel, des approvisionnements, des casernements attribués aux troupes coloniales, tant en France qu'aux colonies. Ces questions pure-

ment administratives se passent de commentaires ; pour les détails nous renvoyons au texte de la loi que nous donnons plus loin.

L'article 24 contient deux bonnes dispositions. Pour assurer le contrôle du Parlement, pour que celui-ci puisse se rendre compte de l'état des troupes coloniales et connaître les progrès réalisés et à réaliser, il décide que « chaque année, dans un rapport au Président de la République, qui sera porté à la connaissance du Parlement et publié au *Journal Officiel*, le ministre de la Guerre rend compte des conditions sanitaires dans lesquelles se seront effectuées les expéditions coloniales qui auront pu avoir lieu l'année précédente. Il fait connaître les pertes subies par chacun des corps qui y auront pris part.

Tous les ans, il sera dressé une statistique des troupes coloniales, dans les formes prescrites pour l'armée de terre par l'article 5 de la loi du 22 janvier 1851 (art. 24).

L'article 25 déclare que la loi sera applicable 6 mois après sa promulgation, c'est-à-dire qu'elle est entrée en vigueur le 7 janvier 1901.

Sont et demeurent abrogés, les lois, ordonnances, sénatus-consultes, décrets et règlements antérieurs en ce qu'ils peuvent avoir de contraire à la présente loi.

CHAPITRE V

DU ROLE DE L'ARMÉE COLONIALE AU POINT DE VUE DE LA COLONISATION

Conquérir de nouvelles colonies et surtout défendre les colonies déjà conquises, tel est le premier devoir de l'armée coloniale ; tel est son premier rapport avec la colonisation, mais il en existe un autre ; elle n'a pas qu'à réprimer les insurrections ou à repousser une attaque venant du dehors. En dehors de ce rôle de combat, elle en a un autre au moins aussi utile, c'est celui de pacificatrice et d'organisatrice. Il faut pacifier autant que vaincre et c'est là certainement une tâche plus délicate et plus difficile dans les pays sauvages. Il n'est pas si aisé de faire adopter aux indigènes notre civilisation, de faire leur éducation morale que d'enlever un village malgache ou de venir à bout des hordes de Derviches. Nos soldats, dans l'exploitation de nos colonies doivent nous être d'un grand secours. On doit leur y faire prendre une part active, non pas en leur faisant faire des routes ou creuser des canaux dans des terrains pestilentiels, ce qui serait les envoyer à une mort

certaine, comme nous avons pu en faire la triste expérience à plusieurs reprises, mais en les utilisant en vue de la colonisation avant leur libération et en les encourageant à rester dans la colonie, une fois leur temps de service terminé. Ils formeront ainsi le premier fond de colonisation.

Nous ne rechercherons pas ici si le régime militaire est préférable au régime civil aux colonies ou inversement, mais une chose certaine c'est que nos colonies doivent posséder des forces militaires et c'est la meilleure utilisation de ces forces que nous nous proposons de déterminer. Du reste aux colonies contrairement à ce qui se passe dans la métropole, la question de personne a bien plus d'importance que la question de régime. Dans nos vieilles sociétés il y a des administrations qui marchent d'elles-mêmes, en quelque sorte automatiquement depuis des siècles et qui à la rigueur pourraient se passer d'hommes spéciaux, la question de personne n'existe pas. En cas d'invasion, le chef militaire européen, sauf dans quelques cas particuliers n'a pas à se préoccuper d'organiser le pays qu'il occupe. Il n'a qu'à vaincre et à assurer le ravitaillement de ses hommes. En dehors de cela, généralement il n'a à se préoccuper de rien. Les services administratifs restent assurés par les agents du pays envahi. On ne lui demande en somme que des qualités militaires.

Le chef colonial lui doit être autant civil que militaire. Dans les pays neufs où il opère il n'y a guère que

des embryons d'administration ; souvent il n'y en a même pas trace. Il lui faut donc des qualités spéciales, la question de personne se pose ici. Il faut, comme disent les Anglais, « *the right man in the right place* » c'est-à-dire qu'il faut que chaque place ait l'homme qui convient à cette place. Le chef colonial doit posséder en même temps les qualités de l'officier et celles de l'administrateur.

Quand il prend des précautions contre les soulèvements des indigènes, soulèvements toujours possibles dans des pays où un petit nombre d'européens a à maintenir dans l'obéissance des milliers d'hommes, quand il commande ses hommes, quand il forme les recrues, il fait bien œuvre de militaire ; mais quand il organise le pays, il devient administrateur, et il fait bien œuvre de civil. Il doit donc bien avoir des qualités militaires et des qualités civiles.

Son rôle, on le voit, est compliqué et difficile, la deuxième partie n'est pas la moins importante. Il ne doit jamais la perdre de vue même dans la période de conquête. Ceci posé, nous allons rechercher quel doit être l'emploi de l'armée coloniale pendant cette période de conquête et son emploi pendant la période qui suit.

SECTION PREMIÈRE

PÉRIODE DE CONQUÊTE.

Aux colonies il ne doit pas y avoir d'expédition militaire proprement dite, telle qu'on la conçoit ordinairement c'est-à-dire sous la forme de colonne qui marche droit au but sans s'arrêter et sans s'occuper de l'état des contrées qu'elle traverse, comme le ferait une armée européenne. Quelquefois on a été obligé de recourir à ces colonnes pour ruiner du premier coup la puissance matérielle et morale de l'ennemi ; quelquefois on a été obligé de marcher droit sur la capitale de l'ennemi et avec rapidité. C'est ce qui nous est arrivé dans nos expéditions en Algérie, au Dahomey et contre Samory au Soudan, mais ce sont là des cas exceptionnels qui se présentent parfois au début d'une campagne.

En dehors de ces cas on doit occuper le pays progressivement en refoulant petit à petit devant soi les peuplades en armes, et surtout les pirates qui sont les adversaires les plus dangereux. A mesure qu'on avance on doit organiser ou réorganiser, si on a été obligé de supprimer l'administration antérieure. En un mot l'occupation militaire suivant la définition de M. le lieutenant-

colonel Lyautey, doit être une « organisation qui marche ».

Cette méthode n'est pas nouvelle. Elle a été appliquée avec succès par le général Galliéri à Madagascar. Nous trouvons une idée analogue dans l'organisation des bureaux arabes. Ces bureaux organisés par les Bugeaud, Lamoricière, du Barail, nous ont rendu des services signalés ; ils étaient composés d'officiers chargés d'administrer les territoires nouvellement conquis. Toutefois il y a une différence avec le système du général Galliéri. Ces officiers des bureaux arabes formaient un corps spécial distinct du commandement, ils étaient uniquement administrateurs. C'était créer deux autorités parallèles, la dualité. Le général Galliéri, au contraire, voulut conserver la disposition entière et directe de toutes ses forces ; c'est pour cela qu'il demanda à ses officiers de rester officiers tout en devenant administrateurs.

Quelle fut donc exactement sa méthode ? Il divisait tout simplement le pays où il opérait en circonscriptions plus ou moins étendues.

La plus petite ou secteur était sous les ordres d'un officier subalterne commandant un peloton ou une compagnie, suivant son grade.

La deuxième, plus étendue, prit le nom de cercle. Elle était composée de plusieurs secteurs et était commandée par un officier supérieur.

Enfin au-dessus du secteur et du cercle se trouvait le territoire. Un colonel était le chef de cette circonscrip-

tion ; il était chargé d'établir le lien devant unir les régions soumises tant au point de vue économique qu'au point de vue militaire ; il devait veiller à ce que l'ordre fût partout assuré et à ce que l'intérêt général ne fût pas sacrifié à l'intérêt de tel ou tel village.

C'est une organisation qui marche : dès que l'occupation d'un pays est décidée, pour une raison ou pour une autre, on commence par organiser, par placer chaque soldat, chaque officier, chaque compagnie à la place qu'il doit conserver toujours. Ce n'est que lorsqu'on y est absolument obligé qu'on doit avoir recours aux colonnes proprement dites qui, en temps ordinaires, ne présenteraient que des inconvénients et des dangers sans offrir d'avantages appréciables. D'abord cette colonne qui marche droit au but dont l'unique préoccupation va être de l'atteindre épuise le pays car ceux qui la composent ne seront pas intéressés à sa prospérité. Si au contraire la troupe qui arrive dans une contrée inconnue sait qu'elle doit y rester et la coloniser, elle la ménagera, elle ne brûlera pas le village où elle est appelée à tenir garnison pendant longtemps, elle ne dévastera pas les champs qui doivent la nourrir mais elle cherchera à se concilier les indigènes qui l'aideront et à s'en faire des amis, des alliés au lieu d'ennemis irréconciliables.

De leur côté, les officiers ne verront plus dans la ligne d'opérations une simple route militaire, dans tel plateau un point stratégique, dans telle plaine un point

de ravitaillement. Cette route, ils chercheront à en faire une voie de communication commerciale, ils songeront à établir un marché sur le plateau et s'efforceront de gérer en bon père de famille cette riche plaine.

Il y a bien une objection : « Cette méthode, dit-on, est mauvaise comme résultats. Elle ne détruit pas la piraterie, elle se contente de refouler les bandes qui ne tardent pas à se reformer, à revenir, et tout est à recommencer. »

Ce serait vrai si la méthode préconisée par le général Gallieni se contentait d'écarter ces pillards momentanément des pays occupés, mais elle fait plus, elle les empêche de revenir en établissant autour des régions occupées une sorte de ceinture militaire, en armant la population, en la reconstituant, en installant des marchés, en perçant des routes, en un mot en rendant le pays prospère. Non seulement elle les empêche de revenir, mais par ce fait seul qu'elle rend le pays prospère, qu'elle l'organise, elle les détruit : le pirate, en effet, ne peut vivre partout. Il lui faut des pays spéciaux, mal organisés au point de vue administratif, n'ayant pas ou presque pas de voies de communication et peu peuplés. Si ces conditions ne sont pas réalisées, le pirate ne peut plus vivre et devient un objet rare. C'est ce qui s'est passé pour les pays d'Europe où l'espèce s'en est perdue, excepté dans certaines parties de la Turquie, de la Grèce et de l'Italie du Sud qui sont moins civilisées.

Allons plus loin et admettons même qu'on n'arrive point à les détruire, est-ce que la colonne donnera de meilleurs résultats ? L'expérience prouve que non. Ces gens connaissant mieux que nous le pays, plus habitués au climat, sont plus mobiles que nos troupes et leur échappent avec une grande facilité. Tout ce que nous pouvons faire, c'est de prendre parfois un chef. On le fusille, mais pour un chef perdu, il s'en présente dix, cent et tout est à refaire, et au prix de quels efforts, de quels sacrifices !

L'objection, on le voit, ne porte pas. La première méthode est reconnue supérieure. M. Rousseau, gouverneur général du Tonkin, l'appliqua et voici comment il s'exprimait à ce sujet : « La mission que remplit aujourd'hui notre corps d'occupation consiste avant tout à assurer la protection de la frontière et à procéder à la reconstitution sociale et à la remise en valeur de la haute région du Tonkin, organisée en territoires militaires, les expéditions et l'emploi de la force passant au dernier plan.

En arrière de la frontière existe une vaste région ravagée par vingt ans de piraterie, terrain vague qui constitue un danger constant s'il reste à l'état inorganique, véritable matelas de protection au contraire s'il se reconstitue, se repeuple, si les voies de communication s'y rouvrent, si la culture y renaît.

Or, à cet objet convient merveilleusement la méthode de colonisation militaire pratiquée sous l'impulsion du

général Duchemin. Cette méthode consiste à couvrir le pays d'un réseau serré de secteurs à chacun desquels correspondent des unités militaires réparties en postes, constituant autant de noyaux de réorganisation locale sous la direction d'un personnel essentiellement dévoué et intègre, et formant une population provisoire à l'abri de laquelle se reconstituent la population réelle et la remise en exploitation du sol.

Certains territoires témoignent déjà de l'efficacité de cette méthode, l'évidence des résultats qui y ont été obtenus est une des choses qui m'ont le plus frappé à mon arrivé au Tonkin. Cette méthode a fait ses preuves ; hors d'elle il n'y a vis-à-vis de la piraterie que compromissions louches ou expéditions onéreuses et inefficaces. »

SECTION II

PÉRIODE QUI SUIV LA PÉRIODE DE CONQUÊTE.

Si l'armée coloniale pendant la période de conquête doit servir à assurer une bonne organisation et une bonne administration, du pays occupé, si ses officiers doivent se préoccuper, en enlevant un village, bien moins de l'enlèvement de ce village que du marché qu'ils y établiront le lendemain, que sera-ce pendant la

période normale, la période de paix? C'est alors que son rôle d'organisatrice et de réformatrice commencera réellement.

Le général Galliéni, dans ses instructions du 22 mai 1898, disait: « Le soldat se montre d'abord soldat, ainsi qu'il est nécessaire pour en imposer aux populations encore insoumises; puis, la paix obtenue, il dépose les armes. Il devient administrateur.

Ces fonctions administratives, semblent incompatibles au premier abord, avec l'idée qu'on se fait du militaire dans certains milieux. C'est là cependant le véritable rôle de l'officier colonial et de ses dévoués et intelligents collaborateurs, les sous-officiers et soldats qu'il commande. C'est aussi le plus délicat, celui qui exige le plus d'application et d'efforts, celui où il peut révéler ses qualités personnelles, car détruire n'est rien, reconstruire est plus difficile.

D'ailleurs, les circonstances lui imposent inéluctablement ces obligations. Un pays n'est pas conquis et pacifié, quand une opération militaire y a décimé les habitants et courbé toutes les têtes sous la terreur; le premier effroi calmé, il germera dans la masse des ferments de révolte que les rancunes accumulées par l'action brutale de la force feront croître encore.

Pendant cette période qui suit la conquête, les troupes n'ont plus qu'un rôle de police qui passe bientôt à des troupes spéciales, milice et police proprement dite; mais il est sage de mettre à profit les inépuisables qua-

lités de dévouement et d'ingéniosité du soldat français. Comme surveillant de travaux, comme instituteur, comme ouvrier d'art, comme chef de petit poste, partout où l'on fait appel à son initiative, à son amour-propre, à son intelligence, il se montre à hauteur de sa tâche. Et il ne faudrait pas croire que cet abandon momentané du champ de manœuvre soit préjudiciable à l'esprit de discipline et aux sentiments du devoir militaire. Le soldat des troupes coloniales est assez vieux, en général pour avoir parcouru maintes fois le cycle des exercices et n'avoir plus grand chose à apprendre dans les théories et assouplissements auxquels on exerce les recrues de France.

Les services qu'on réclame de lui au contraire entretiennent une activité morale et physique qui est décuplée par l'intérêt de la besogne qui lui est confiée.

En outre, en intéressant ainsi le soldat à notre œuvre dans le pays, on finit par l'intéresser au pays lui-même. Il observe, il retient, il calcule même, et souvent, au moment de sa libération, il sera décidé à mettre en valeur quelque coin de terre, à utiliser dans la colonie les ressources de son art, à la faire bénéficier en un mot de son dévouement et de sa bonne volonté. Il devient un des plus précieux éléments de la petite colonisation, complément indispensable à la grande. »

Cette conception du rôle de l'armée coloniale ne présente que des avantages quoique, nous le verrons, on lui ait fait des objections. Ce serait un excellent moyen de

vaincre l'ennui et le spleen qui s'emparent rapidement des hommes inoccupés, surtout aux colonies. Ces hommes, en arrivant au régiment, ont reçu l'instruction militaire. Quand ils arrivent aux colonies, à part les périodes de campagne, qui sont l'exception, on continue à leur faire faire les mêmes exercices, aux mêmes heures, tous les jours, pour les occuper uniquement ; sans cela, ils n'auraient rien à faire. Ces exercices qu'ils connaissent à fond, ne tardent pas à leur devenir insupportables et fastidieux, l'ennui les gagne et, pour y échapper, ils cherchent des distractions, dont la plus ordinaire est l'ivrognerie. Ils sont désœuvrés et sont vite gagnés par le « mal de pays ». Or, nous savons que dans ces pays-là, un homme qui se laisse aller à l'ennui et au découragement, un homme dont le moral l'abandonne, perd toute sa valeur.

On devrait, pour éviter ce danger, donner à ceux qui s'engagent l'instruction militaire, de plus, on devrait leur apprendre un métier quelconque utile à l'armée. Les uns seraient employés à l'armement, à l'équipement, d'autres s'occuperaient à l'infirmerie, à la presse, à la télégraphie, d'autres apprendraient le métier de menuisier, maçon, charpentier, plâtrier, zingueur, etc. On pourrait les employer à certains travaux d'utilité publique, tels que routes, ponts, etc., à condition bien entendu, de ne pas les obliger, comme on l'a fait à Madagascar, à creuser des routes dans des terrains pestilentiels et marécageux, où ils trouvent la mort en grand

nombre. Cela aurait entre autres avantages d'éviter de lourdes dépenses à la métropole qui est obligée de faire venir à grands frais tout un personnel. Cela permettrait d'atténuer dans une notable mesure la si lourde charge qu'elle supporte pour l'entretien des corps d'occupation. Du reste, l'instruction militaire n'en souffrirait pas, car, pour ne pas les laisser se rouiller dans l'exercice du fusil, on continuerait à leur faire faire quelques exercices, mais pour les entretenir simplement, de temps en temps et non tous les jours, à heures fixes, comme on le fait trop souvent.

Ces soldats, ayant appris un métier, pourraient servir à l'instruction des populations indigènes, on les emploierait dans des ateliers où ils dirigeraient les travaux : ils leur apprendraient nos procédés agricoles, le maniement de nos machines. De plus, ils seraient portés à s'établir dans la colonie où ils se seraient créé des attaches, des habitudes. Enfin, ils pourraient encore, après leur libération, rendre de grands services au point de vue de la défense, on pourrait exiger d'eux, moyennant certains avantages, tels que concessions territoriales, avances de semailles ou de matériel, leur concours en cas de mobilisation.

Cette méthode a été pratiquée déjà dans certaines de nos colonies et les quelques expériences qu'on a faites ont été couronnées d'un plein succès. Qu'il nous suffise de citer le fait suivant, rapporté par M. le lieutenant-colonel Lyautey, au Tonkin :

« Il me souvient d'avoir trouvé, dans un poste où je comptais établir le siège d'un commandement important, une compagnie d'infanterie de marine épuisée par les trois années de campagne et d'insurrection, anémiée, oisive, incapable de fournir un service actif, mais d'ailleurs concentrée dans la main de son chef et accomplissant les rites métropolitains aux heures traditionnelles du tableau de service. Il était visible que ces hommes à 3,000 lieues de leur village, mal abrités, inoccupés, périssaient d'ennui, de spleen et de mal du pays. Malgré les objections tirées de l'état de santé de ces hommes, de l'impossibilité qui en résultait de les livrer à eux-mêmes loin de l'infirmerie et de la surveillance, de leur état de dépression, de la nécessité de les avoir sous la main, je les ai dispersés sur l'heure. Ils se sont transformés en contre-maitres d'une école professionnelle, en chef d'exploitation agricole, en jardiniers, en constructeurs de route, et deux mois après, à ce ramassis d'infirmes s'était bien réellement substituée une compagnie prête à se rassembler au coup de sifflet, l'œil clair, le jarret sec, l'allure dégagée et le fusil prêt. C'est que chacun d'eux, en face d'une responsabilité et d'une initiative s'était ressaisi : qu'ils avaient retrouvé une raison de vivre. »

Les quelques essais en ce sens qu'a faits le général Galliéni à Madagascar ont donné les mêmes résultats.

M. de Lanessan, dans son livre *Principes de colonisation*, nous fournit une nouvelle preuve en faveur de

cette thèse. Il s'exprime ainsi : « Lorsque j'arrivai au Tonkin, je fus très frappé de la supériorité des logements des tirailleurs tonkinois sur ceux des troupes européennes. Les tirailleurs étaient dotés d'une masse de baraquement et contruisaient eux-mêmes leurs logements, tandis que ceux des soldats européens étaient contruits et entretenus par l'artillerie. Celle-ci faisant exécuter les travaux par des ouvriers de profession, dépensait le double ou le triple, se trouvait sans cesse à court d'argent et négligeait forcément une partie de sa tâche.

Je résolus pour relever la situation des corps européens, de les doter d'une masse de casernement analogue à la masse de baraquement des tirailleurs, constituée par une somme fixe annuelle, attribuée à chaque homme et à chaque officier, et destinée à être dépensée par les chefs de corps eux-mêmes pour les logements de leurs hommes.

Appliquée à partir du 1^{er} janvier 1894, cette réforme donnait immédiatement des résultats remarquables. Le colonel Galliéni fit, dans l'espace d'une année, de véritables merveilles. Avec les maçons, charpentiers, menuisiers, couvreurs, briquetiers, de ses bataillons, il forma des ouvriers de tous ces métiers : les sous-officiers, les officiers et le colonel lui-même dirigeaient les travaux. Grâce à l'économie considérable de main-d'œuvre réalisé de la sorte, les fonds de la masse de casernement rendaient dix fois plus qu'entre les mains de

l'artillerie et bientôt, dans les deux premiers territoires, toutes les troupes européennes furent logées dans des bâtiments en maçonnerie dont une partie avait été construite par les hommes eux-mêmes et où ils étaient très confortablement installés.

Indépendamment de l'économie que ce système permet de réaliser sur les dépenses budgétaires, je lui trouve un avantage très important : celui de procurer aux hommes une occupation physique et intellectuelle qui les met à l'abri du spleen, de l'alcoolisme et de la débauche où la plupart des maladies ont leur germe (Principe de colonisation, p. 212 et 213).

Malgré ses avantages incontestables, cette conception du rôle de l'armée coloniale rencontrait de nombreux adversaires, surtout dans les milieux militaires. C'est là le grand écueil. Les officiers sont mal préparés par leur éducation militaire à ce rôle de pacificateur et d'administrateur. Ce n'est souvent qu'à contre-cœur qu'ils l'acceptent. Pour eux la qualité maîtresse c'est l'énergie, ils considèrent à tort comme plus glorieux, d'enlever un village que de forcer la sympathie des populations primitives par la bienveillance et la douceur. Ils considèrent comme de nature à diminuer la dignité morale de leurs hommes toute occupation étrangère à leur métier telles que remuer la terre, creuser des fossés, travailler à la construction de leurs postes et de leur logement. En un mot ils préfèrent se battre que pacifier.

Ils font plusieurs objections à ce système. En dehors de celle que nous avons réfutée plus haut, relative à la piraterie, ils lui font le reproche suivant : « On exige de l'officier colonial des qualités d'officier et des qualités d'administrateur. Tout le monde ne convient pas à ce double rôle et il peut arriver qu'un officier se trouve à l'administration territoriale, étant absolument incapable de remplir cette tâche, et ceci d'autant plus souvent que le tour de service appelle aveuglément tel officier à tel poste, sans se soucier de ses aptitudes. »

C'est vrai, mais l'inconvénient est largement compensé par les avantages. Du reste on peut et il faut le réduire au minimum. Pour cela il faut entourer de garanties spéciales le recrutement de ceux qui peuvent être appelés à ce double commandement. Il faut assurer aux cadres le plus de fixité possible et c'est ce qu'a heureusement décidé le décret du 28 décembre 1900. De plus, tout corps d'occupation comprend deux éléments : un corps d'occupation proprement dit, qui occupera les différentes circonscriptions énumérées plus haut : secteur, cercle, territoire et un corps de réserve qui séjournera sur certains points, qui y tiendra garnison, C'est là qu'on devra envoyer les officiers n'ayant pas les aptitudes indispensables au commandement territorial.

Ils reprochent encore à ce système de « démilitariser » ceux qui l'emploient, de faire des colons et non des soldats. Cette objection avait été invoquée devant le Parlement, lors de la discussion de la loi, contre le

rattachement des troupes coloniales au Ministère de la Guerre ; on prétendait que les troupes coloniales apporteraient aux troupes métropolitaines un certain esprit de « démilitarisation ».

Pour répondre à cette objection, il nous suffira de citer l'exemple de ce jeune officier d'infanterie de marine au Tonkin dont nous parle M. le lieutenant-colonel Lyautey :

« Je me rappelle, à mon arrivée au Tonkin, tout proche encore de la douce vie de la métropole, encore accoutumé au confortable superflu qui devient un nécessaire quelle impression me fit, à ma première tournée avec le colonel Galliéni sur la frontière de Chine, la rude vie des jeunes officiers chefs de poste. J'en revois un, à peine sorti de Saint-Cyr, habitué en France à une existence aisée et distinguée, élégant et charmant qui, pour recevoir le colonel au poste perdu où il vivait seul Français avec ses trente tirailleurs, avait mis sa plus belle tenue, correct, ganté comme pour le bal. Et, tandis qu'évoquant avec lui le souvenir de ses camarades de la cavalerie, où il eût pu rentrer, et des brillantes garnisons suburbaines, je ne pouvais m'empêcher de remarquer sa vie sévère loin des choses familières et aimées et sa belle humeur : « Mais, fit-il vivement, je ne m'ennuie pas un instant : avec le soin de mes hommes, la reconstitution de ces rizières à peine reprises à la piraterie, mes briqueteries, mes constructions, mon marché, mes règlements de compte avec le poste chi-

nois d'en face, la topographie de la région, mes journées sont trop courtes. »

« Un an après, presque jour pour jour, sur la haute rivière Claire, dans les grands combats livrés par le colonel Vallière et si heureusement terminés par la destruction de la grande piraterie chinoise, il tombait frappé en plein cœur, debout derrière sa ligne de tirailleurs déployés, en commandant le dernier feu de salve de la journée, après avoir combattu tout le jour. S'était-il démilitarisé celui-là, et ceux qui l'imitent sont légion. »

Quant aux troupes indigènes, leur rôle quoique moindre que celui des troupes européennes peut cependant être d'une grande importance si on sait les utiliser. Il résulte d'une décision du général Galliéni du 20 janvier 1898 qu'on peut également se servir avec avantages de ces troupes au point de vue de la colonisation. De plus il est aussi utile de les occuper que les troupes européennes.

Toutefois au sujet de ces troupes coloniales indigènes, il y a certaines précautions à prendre. Il faut veiller attentivement aux relations des soldats avec les populations. Ceux-là, une fois revêtus d'un uniforme, au contact des gradés européens, ont une grande tendance à se croire supérieurs à leurs concitoyens. Il faut éviter que ces soldats volent les habitants, blessent leurs sentiments religieux ou sociaux, manquent de respect aux autorités du pays, ce qui contribue à compromettre le bon renom de la France et à changer en haines im-

placables les sympathies de ses sujets. C'est ce qui arriva à Hanoï en 1891 où on fut obligé de renvoyer la majeure partie des tirailleurs tonkinois à cause des innombrables méfaits dont ils se rendaient coupables.

Pour éviter le retour de pareils incidents qui nuisent beaucoup au prestige de la métropole, le mieux serait de placer les troupes indigènes dans les postes éloignés où la surveillance du pays exige une activité journalière trop fatigante pour les troupes européennes et de les tenir éloignées des centres importants. Il serait nécessaire aussi de réprimer les moindres abus très rigoureusement.

Ces dispositions purement belliqueuses ne se retrouvent heureusement pas chez tous les officiers. Beaucoup et le nombre en augmente tous les jours prennent un intérêt très grand à leur nouvelle tâche. Ils étudient la langue indigène, s'habituent à vivre au milieu des populations qu'ils administrent, étudient leurs mœurs, leurs habitudes, s'intéressent à la prospérité du pays, à son développement économique et industriel ; mais pour vaincre les dernières résistances une condition était indispensable ; il fallait donner aux officiers et aux soldats la possibilité de prolonger leur séjour dans une colonie déterminée. Comment veut-on en effet qu'un officier étudie volontiers la langue malgache ou arabe par exemple s'il ne doit plus la parler qu'avec des chinois ? Il ne faut pas non plus, si on leur donne cette au-

torisation, les contraindre à ne jamais revenir en France sous peine de perdre leur place.

Quant aux soldats, il serait désirable, comme nous l'avons déjà dit, de leur permettre d'avoir auprès d'eux leurs femmes et leurs enfants comme le font les Hollandais à Java. Cette permission a été accordée à nos troupes indigènes dans certaines de nos possessions ; on s'en trouve très bien. Pourquoi ne pas accorder la même faveur à nos soldats français ?

La loi du 7 juillet 1900 ou plutôt le décret du 28 décembre 1900, contient, nous l'avons vu : des dispositions très avantageuses à ce point de vue. Elle permet aux officiers et aux sous-officiers de prolonger leur séjour d'un an dans la colonie où ils sont, d'obtenir des congés de 6 mois avec solde entière et de retourner dans la même colonie à l'expiration de ces congés.

La loi prévoit également des engagements et des rengagements pour une colonie déterminée, mais la loi ne peut pas tout faire, prévoir tous les cas, elle ne peut poser que des principes. C'est à chaque officier à comprendre son véritable rôle et à se bien pénétrer de cette idée qu'il est aussi glorieux de s'attacher les indigènes par la douceur et de leur faire accepter notre civilisation, en un mot de faire leur éducation que de mettre un pays à feu et à sang et que de plus les résultats obtenus sont beaucoup plus utiles à notre pays. Du jour où tout le monde aura admis ce principe, nous aurons bien réellement une solide et utile armée coloniale.

CONCLUSION

L'armée coloniale a un double but à remplir ; elle doit servir à la défense et à la mise en valeur de nos colonies. Sous l'empire de la législation antérieure, ce double but n'était qu'imparfaitement rempli.

Tout le monde était d'accord pour reconnaître que l'armée coloniale était insuffisante ; nos effectifs arrivaient à peine à 60,000 hommes, en réunissant toutes les ressources dont nous pouvions disposer, et ne pouvaient se comparer aux armées coloniales des autres puissances étrangères ; le recrutement ne pouvait fournir davantage et encore les hommes qu'il fournissait étaient-ils trop jeunes et ne pouvaient-ils résister que difficilement aux climats tropicaux. D'où résultats déplorables : chaque expédition coloniale nous coûtait de grandes pertes causées par les maladies.

De plus la Marine, ne possédant pas assez de troupes, était obligée de s'adresser continuellement au département de la Guerre. C'est ainsi que celui-ci dût expédier à Madagascar 11,000 hommes. De même au Tonkin sur 35,000 hommes employés à l'époque de l'effort maximum, la Guerre en avait fourni 26,000. Nous risquions ainsi de compromettre notre mobilisation européenne.

Quand au second rôle que doit jouer l'armée coloniale, quant à son utilisation pour l'exploitation de nos colonies, il n'était favorisé par aucune disposition. Seuls quelques officiers faisaient en ce sens quelques essais isolés, qui d'ailleurs réussissaient pleinement, mais ils agissaient ainsi de leur propre initiative et sans y être encouragés. Le système de la relève, qui envoyait, suivant le tour de service, tel officier venant d'Indo-Chine, par exemple, à Madagascar, les eût plutôt découragés. Comment s'intéresser à un pays où on ne reviendra peut-être jamais ? Il en était de même des soldats qui ne pouvaient pas choisir leur colonie.

En un mot, telle qu'elle était organisée, l'armée coloniale ne pouvait pas servir utilement à la mise en valeur de nos possessions et au point de vue de leur défense elle était insuffisante. La situation laissait donc beaucoup à désirer ; depuis longtemps tout le monde reconnaissait la nécessité d'une loi d'organisation générale des troupes coloniales qui vint réformer l'état de choses existant.

Cette loi, qu'on attendait avec tant d'impatience, intervenue le 7 juillet 1900 et complétée par différents décrets, a-t-elle apporté de sérieuses améliorations et nous a-t-elle dotés d'une solide et utile armée coloniale comme celle qui convient à une des premières puissances coloniales comme la France ? Sans hésiter nous répondrons affirmativement ; la loi présente de grands avantages.

Grâce à elle, le recrutement va être singulièrement facilité par le rattachement des troupes coloniales au ministère de la Guerre qui est plus à même de l'assurer que celui de la Marine. L'article 15 de la loi, en permettant dans une certaine mesure à ceux qui s'engagent ou se rengagent de choisir leur colonie est également très propre à faciliter le recrutement. La pratique seule nous apprendra si on obtiendra de meilleurs résultats mais ces heureuses dispositions peuvent nous faire espérer dès à présent que d'ici peu nous posséderons une armée assez solide et assez nombreuse pour ne pas être obligés de recourir aux troupes métropolitaines.

De plus les hommes, partant aux colonies, ne seront plus trop jeunes puisqu'on ne pourra plus les y envoyer qu'à 21 ans révolus.

L'infanterie et l'artillerie coloniale sont reconstituées et augmentées. Par un groupement habile des unités stationnées en France, on disposera d'un côté d'une division plus spécialement coloniale et recrutée en conséquence, c'est-à-dire au moyen de volontaires, qui constituera une réserve expéditionnaire toujours disponible ; de l'autre de deux divisions composées d'hommes du contingent métropolitain encadrés par des officiers et sous-officiers de l'infanterie coloniale qui pourront apporter, le cas échéant, un très important appoint à la défense de la métropole. Ainsi se trouve réalisée une des idées les plus heureuses du projet primitif de M. de Montebello : faire contribuer l'armée coloniale à la dé-

fense de nos frontières tout en rendant notre action extérieure et lointaine beaucoup plus prompte et beaucoup plus efficace.

Le principe de l'autonomie, dont tout le monde reconnaît la nécessité, est consacré et, sauf quelques dérogations, son application est assurée. Notre armée coloniale possède au Ministère de la Guerre une direction autonome ne relevant que du ministre seul, elle a son budget, des troupes et des cadres autonomes.

Nous regrettons et, à nos yeux, c'est le plus grave reproche qu'on puisse adresser à la loi, qu'elle n'ait pas rattaché ces troupes au ministère des Colonies. Cette solution présentait le grand avantage de ne pas laisser subsister aux colonies qu'une seule administration au lieu de deux et par là même d'assurer l'unité de direction et de commandement.

La loi contient aussi des dispositions avantageuses au point de vue de la petite colonisation militaire qui tous les jours, notamment à Madagascar, sous les auspices du général Galliéni, donne des résultats de plus en plus satisfaisants.

La relève est mieux organisée ; grâce aux décrets du 28 décembre 1900, nos officiers peuvent prolonger leur séjour aux colonies et obtenir, si la colonie leur plaît, d'y faire une deuxième période réglementaire. C'est un premier pas dans la voie de la création de ces armées spéciales à chaque colonie, qui sont si avantageuses.

Dans ces conditions, les officiers s'intéresseront da-

vantage au pays où ils sont et où ils pourront revenir, et hésiteront moins à entrer dans la voie que nous avons indiquée au dernier chapitre. Les hommes, grâce à l'article 15, pourront choisir la colonie qui leur plaira et seront portés à s'y fixer après leur libération.

Ces dispositions, quoique bonnes, sont encore incomplètes. Les détails devront être réglés par des décrets. Ce n'est pas un droit que leur donne la loi, ce n'est qu'une possibilité. Nous le regrettons, tout en rendant cette justice au législateur que son rôle consiste à poser des principes généraux, en confiant à des décrets ou arrêtés administratifs le soin de fixer les détails.

En un mot l'organisation actuelle de l'armée coloniale, dans ses grandes lignes, nous paraît sensiblement améliorée. L'instrument a été bien conçu, bien forgé. C'est maintenant à l'initiative individuelle de ceux qui doivent le manier, de chaque chef colonial, de chaque officier de lui faire produire les heureux résultats que le pays est en droit d'en attendre.

Vu :

Le Président de la thèse,

Vu :

ESTOUBLON.

Le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

APPENDICE

LOI DU 7 JUILLET 1900 PORTANT ORGANISATION DES TROUPES COLONIALES

TITRE PREMIER

ORGANISATION GÉNÉRALE.

Art. 1^{er}. — Les troupes coloniales sont rattachées au Ministère de la Guerre.

Elles sont en principe destinées aux colonies.

Elles comprennent l'ensemble des forces organisées spécialement en vue de l'occupation et de la défense des colonies et pays de protectorat.

Ces forces coopèrent, le cas échéant, à la défense de la métropole ou prennent part aux expéditions militaires hors du territoire français.

Elles peuvent être stationnées en un point quelconque du territoire de la République ou de ses dépendances.

Art. 2. — Les troupes coloniales conserveront leur autonomie et resteront sous le commandement des officiers des troupes coloniales. Elles sont distinctes des troupes de l'armée métropolitaine.

Elles ont leur régime propre et un budget distinct di-

visé en deux parties : l'une formant, une section spéciale du budget du Ministère de la Guerre, comprend toutes les dépenses afférentes aux troupes coloniales stationnées en France, en Algérie et en Tunisie ; l'autre, formant une section spéciale du budget du Ministère des Colonies, comprend toutes les dépenses à la charge soit du budget métropolitain, soit des budgets locaux, afférentes aux unités stationnées dans les colonies ou pays de protectorat autres que l'Algérie et la Tunisie et aux ouvrages de défense desdites colonies ou pays de protectorat, soit que ces unités appartiennent aux troupes coloniales, soit qu'elles leur soient temporairement adjointes par le ministre de la Guerre pour faire le même service.

Une direction spéciale, instituée au Ministère de la Guerre, est chargée de tout ce qui concerne le personnel, l'instruction et le commandement de l'ensemble des troupes coloniales, ainsi que de l'administration et de l'emploi de la partie de ces troupes entretenues sur le budget de la Guerre.

Art. 3. — Dans chaque colonie, le gouverneur a sous sa haute autorité le commandant supérieur des troupes, qui est responsable vis-à-vis de lui de la préparation des opérations militaires, de leur conduite et de tout ce qui est relatif à la défense de la colonie.

Le commandant supérieur des troupes correspond avec le ministre de la Guerre par l'intermédiaire du gouverneur et du ministre des Colonies.

TITRE II

ORGANISATION ET COMPOSITION DES TROUPES COLONIALES.

Art. 4. — Les troupes coloniales comprennent :

- 1° Un état-major général ;
- 2° Un service d'état-major ;
- 3° Des troupes recrutées à l'aide d'éléments français et des contingents fournis par les colonies soumises aux lois de recrutement ;
- 4° Des troupes recrutées à l'aide d'éléments indigènes dans les diverses colonies et pays de protectorat ;
- 5° Des états-majors particuliers de l'infanterie et de l'artillerie coloniale ;
- 6° Un service de recrutement colonial ;
- 7° Un service de la justice militaire ;
- 8° Des services administratifs et de santé.

Art. 5. — La partie des troupes coloniales stationnée en France, en Algérie ou en Tunisie se compose :

- De régiments d'infanterie ;
- De régiments d'artillerie ;
- De compagnies d'ouvriers d'artillerie et d'artificiers ;
- La partie des troupes coloniales stationnée aux colonies comprend :
 - Des régiments ou unités d'infanterie et d'artillerie ;
 - Des compagnies d'ouvriers d'artillerie ou d'artificiers ;
 - Des régiments ou unités recrutés à l'aide d'éléments indigènes ;

Un corps disciplinaire.

Le nombre de ces régiments ou unités est fixé par décret suivant les besoins du service et les crédits budgétaires.

Chacun des régiments d'infanterie comprend un cadre complémentaire.

La composition en hommes et en cadres des corps de troupes susmentionnés, ainsi que celle des états-majors particuliers est déterminée par décret rendu sur le rapport du ministre de la Guerre après entente avec le ministre des Colonies.

Art. 6. — Le personnel européen des armes autres que l'infanterie et l'artillerie et des divers services qu'il peut y avoir lieu de détacher dans les colonies et pays de protectorat est fourni par l'armée métropolitaine.

Le personnel ainsi détaché est placé hors cadres.

Des indigènes recrutés sur place — officiers, sous-officiers et soldats — pourront être incorporés dans les unités qui seraient formées.

Le ministre de la Guerre ne pourra faire appel pour le personnel militaire des missions et explorations qu'aux officiers des troupes coloniales.

Art. 7. — Les troupes coloniales formées à l'aide d'éléments indigènes sont réparties en corps spéciaux dont le nombre, la composition et la dénomination sont fixés par décret, selon les besoins du service et les crédits budgétaires.

Les cadres français de ces corps sont fournis par les

troupes et les états-majors particuliers prévus à l'article 4.

Art. 8. — Le ministre de la Guerre peut recourir à la légion étrangère, aux bataillons d'infanterie légère d'Afrique et aux régiments de tirailleurs algériens pour les faire coopérer au service colonial.

Des unités de ces corps peuvent être employées en tout temps dans les colonies, sous la réserve qu'elles seront alors en sus du minimum prévu par la loi du 13 mars 1875.

De même, les compagnies de discipline peuvent être employées en tout temps aux colonies.

Art. 9. — L'état-major général des troupes coloniales comprend des généraux de division et de brigade dont le nombre sera fixé par une loi.

Le ministre de la Guerre pourvoit aux emplois et commandements des troupes coloniales en France et aux colonies, après entente, en ce qui concerne ces dernières, avec le ministre des Colonies.

Les officiers généraux qui composent l'état-major des troupes coloniales ne sont pas spécialisés dans leur arme d'origine.

Ils peuvent être pourvus d'emplois et de commandements dans l'armée métropolitaine dans une proportion déterminée par le ministre de la Guerre.

Les officiers généraux de l'armée métropolitaine peuvent, dans des circonstances exceptionnelles et en raison de leurs services antérieurs en Algérie, en Tunisie

ou aux colonies, être pourvus d'emplois et de commandements dans les troupes coloniales, après entente avec le ministre des Colonies.

Cette proportion ne peut dépasser le quart du nombre fixé pour chacun des grades de général de division et de général de brigade dans les troupes coloniales.

Art. 10. — Le service d'état-major comprend des officiers de l'infanterie et de l'artillerie coloniale (brevetés et, en cas d'insuffisance, non brevetés) mis hors cadres pour être affectés à des fonctions d'état-major.

Art. 11. — Les officiers du commissariat colonial et du corps de santé des colonies demeurent placés sous le régime de la loi du 19 mai 1834 sur l'état des officiers. Ils assurent les services administratifs et de santé des troupes coloniales.

Lors de la première formation des cadres, il sera fait appel par option et de préférence aux corps similaires de la marine.

L'organisation du service administratif et du service de santé fera l'objet de décrets spéciaux portant règlement d'administration publique.

Pour la première formation, le personnel des bureaux de recrutement sera fourni par l'armée de terre.

Le service de la justice militaire, ainsi que les autres services spéciaux qu'il y aura lieu de constituer aux colonies, seront organisés par décret rendu sur le rapport du ministre de la Guerre après entente avec le ministre des Colonies.

Le service de la gendarmerie continuera à être assuré, dans les conditions actuelles, par le personnel de l'armée métropolitaine complété au besoin par des auxiliaires indigènes.

Art. 12. — Les conditions dans lesquelles s'effectuera la relève des hommes et des cadres entre les troupes stationnées dans les diverses colonies et les troupes stationnées dans la métropole sont déterminées par décret rendu sur le rapport des ministres de la Guerre et des Colonies.

Art. 13. — Le passage des officiers des troupes coloniales dans l'armée métropolitaine, et réciproquement, ne peut s'effectuer que par permutation pour convenances personnelles prononcées par décret, suivant les règles actuellement en vigueur.

TITRE III

RECRUTEMENT ET RÉSERVES.

Art. 14. — Le recrutement des troupes coloniales est assuré, en ce qui concerne les éléments français :

1° Par l'application des dispositions de la loi du 30 juillet 1893 ;

2° Par l'application aux hommes des contingents des diverses colonies de la loi du 15 juillet 1889 et des lois relatives à l'application du service militaire dans les colonies ;

3° Par voie d'incorporation des hommes du contingent métropolitain, qui toutefois ne seront pas astreints à servir aux colonies, conformément aux dispositions de la loi du 30 juillet 1893.

Les troupes coloniales à destination des colonies ne comprendront que des hommes ayant au moins six mois de présence sous les drapeaux et vingt et un ans révolus.

Art. 15. — Le nombre des engagements volontaires et rengagements est fixé chaque année, pour chaque corps, par le ministre de la Guerre, qui détermine également les conditions d'aptitude physique et militaire nécessaires.

En cas d'expédition coloniale, le ministre peut autoriser les sous-officiers, caporaux ou brigadiers et soldats des différentes réserves à contracter, dans les troupes désignées pour en faire partie, un engagement volontaire pour la durée de l'expédition.

Les conditions de cet engagement spécial sont déterminées par arrêté du ministre de la Guerre.

La quotité et le mode de paiement des primes d'engagement, des hautes payes de rengagement et des soldes supplémentaires afférentes aux diverses colonies sont fixés par le ministre dans la limite des crédits alloués par la loi de finances.

Toutefois, les tarifs en vigueur au moment de l'entrée au service des engagés ou rengagés ne peuvent être modifiés à leur détriment pendant toute la durée de leur engagement ou rengagement.

Des engagements et des rengagements pour une colonie déterminée ou par un groupe déterminé de colonies seront institués par décret rendu en conseil d'Etat, sur le rapport du ministre de la Guerre, après entente avec le ministre des Colonies. Ce décret fixera pour chacune des colonies ou chacun des groupes de colonies les conditions spéciales sous lesquelles ces engagements et rengagements pourront être contractés.

Art. 16. — Le recrutement des troupes coloniales indigènes continue à être assuré d'après les règles en vigueur pour chacune d'elles.

Ces règles pourront être modifiées par décret rendu sur le rapport des ministres de la Guerre et des Colonies.

Art. 17. — Les réservistes métropolitains des troupes coloniales qui seraient en excédent des besoins des corps coloniaux seront versés dans les divers corps de l'armée métropolitaine.

Réciproquement, en cas d'insuffisance, il est affecté aux corps coloniaux le nombre de réservistes de l'armée métropolitaine nécessaire pour les compléter, sans que ces hommes soient astreints à servir aux colonies.

En cas de mobilisation, les inscrits maritimes et les réservistes des équipages de la flotte rappelés par le ministre de la marine et non utilisés pour le service de la flotte ou des établissements de la marine seront mis à la disposition du ministre de la Guerre, après avoir été organisés en unités constituées placées, autant que pos-

sible, sous les ordres d'officiers de vaisseau démissionnaires ou en retraite.

Art. 18. — Suivant les circonstances locales particulières à chaque colonie, le ministre de la Guerre pourra, sur l'avis du ministre des Colonies et après entente avec lui, procéder à l'organisation des réserves indigènes.

La constitution de ces réserves et leur fonctionnement seront pour chaque colonie, déterminés par décret.

Art. 19. — Les milices indigènes, soldées par les budgets locaux, sont organisées par décrets rendus sur le rapport du ministres des colonies après avis du ministre de la Guerre.

Les gouverneurs ne pourront utiliser ses troupes en dehors des opérations de police intérieure.

En cas d'opérations militaires, les milices qui passent sous le commandement de l'autorité militaire bénéficient des dispositions de l'article 8 de la loi du 15 juillet 1889.

Art. 20. — Il sera statué par décret en forme de règlement d'administration publique sur les conditions d'obtention des pensions pour les militaires indigènes des troupes coloniales, sur le tarif de ces pensions et sur leur imputation.

Art. 21. — Les individus exclus de l'armée et assujettis au service dans les conditions fixées par l'article 4 de la loi du 15 juillet 1889 seront mis à la disposition des départements de la Guerre et des Colonies, suivant la répartition qui sera arrêtée par décret rendu sur la proposition des ministres intéressés.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 22. — Les troupes d'infanterie et d'artillerie de la marine, les troupes indigènes actuellement organisées, ainsi que le personnel du service administratif colonial et du service de santé des colonies, seront versées dans les troupes coloniales dont elles feront désormais partie intégrante.

Le personnel nécessaire à la fabrication et à l'entretien du matériel de la flotte sera fourni par l'artillerie coloniale et détaché auprès du ministre de la marine, après entente entre les deux ministres.

Tous les droits acquis sont réservés.

Le bénéfice d'une pension de retraite au bout de 25 ans de services, dont 6 ans de séjour à la mer ou dans les colonies et pays de protectorat, à l'exception de l'Algérie et de la Tunisie, actuellement attribué aux officiers des divers corps militaires de la marine et des colonies, est maintenu à ceux des troupes coloniales, sans distinction d'origine. Pour le mode de supputation des services, pour la limite d'âge et en général pour tout ce qui concerne les droits à une pension de retraite, le personnel des officiers et des agents du commissariat colonial et du corps de santé des colonies sera traité exactement de la même façon que les officiers des corps de troupes coloniaux, sans préjudice des années de

services effectifs, qui sont comptées à titre d'années d'études préliminaires à ceux des officiers de ces deux corps pourvus de diplômes universitaires et sortant d'une école de l'Etat.

Art. 23. — Le matériel et les approvisionnements de toute nature, ainsi que les moyens de casernement actuellement attribués aux troupes coloniales dans la métropole, passent en même temps que les troupes elles-mêmes au Ministère de la Guerre.

Le matériel et les approvisionnements de toute nature, ainsi que les moyens de casernement attribués aux troupes coloniales dans les colonies, restent au Ministère des Colonies.

Art. 24. — Chaque année, dans un rapport au Président de la République, qui sera porté à la connaissance du Parlement et publié au *Journal Officiel*, le Ministre de la Guerre rend compte des conditions sanitaires dans lesquelles se seront effectuées les expéditions coloniales qui auront pu avoir lieu l'année précédente. Il fait connaître les pertes subies par chacun des corps qui y auront pris part.

Tous les ans, il sera dressé une statistique des troupes coloniales, dans les formes prescrites pour l'armée de terre par l'article 5 de la loi du 22 janvier 1851.

Art. 25. — La présente loi entrera en vigueur dans le délai de six mois, comptés à partir du jour de sa promulgation.

Sont et demeurent abrogés les lois, ordonnances,

sénatus-consultes, décrets et règlements antérieurs, en ce qu'ils peuvent avoir de contraire à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 7 juillet 1900.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la Guerre,

Général L. ANDRÉ.

Le Ministre de la Marine,

DE LANESSAN.

Le Ministre des Colonies,

ALBERT DECRAIS.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	4
CHAPITRE I ^{er} . — Histoire des troupes coloniales depuis leur origine jusqu'à la loi du 7 juillet 1900	11
Situation des troupes coloniales avant la loi du 7 juillet 1900.....	20
Reproches adressés à cette situation	22
Projets de loi antérieurs à la loi du 7 juillet 1900.....	27
CHAPITRE II. — De l'autonomie des troupes coloniales	32
Avantages	32
Consécration du principe par la loi.....	43
Dérogations apportées au principe.....	50
CHAPITRE III. — A quel ministère doivent être rattachées les troupes coloniales	57
SECTION I ^{re} . — <i>Ministère des Colonies</i>	57
a) Raisons qui militaient en faveur du Ministère des Colonies au moment de la discussion de la loi du 7 juillet 1900.....	57
b) Objections.....	61
c) Réfutation de ces objections.....	62
d) Raisons qui ont fait écarter le Ministère des Colonies.....	63

SECTION II. — <i>Thèse soutenue par les partisans de la marine</i>	64
a) Arguments en faveur de la marine.....	65
b) Objections.....	71
c) Réfutation de ces objections.....	71
d) Inconvénients du Ministère de la Guerre.....	72
SECTION III. — <i>Ministère de la Guerre</i>	74
a) Réfutation des arguments en faveur de la marine...	75
b) Réfutation des arguments invoqués par les partisans de la marine contre la guerre.....	80
c) Inconvénients de la guerre.....	80
d) Raisons qui l'ont fait préférer aux deux autres ministères : 1 ^o Inconvénients de la marine; 2 ^o Avantages de la guerre.....	81
CHAPITRE IV. — Etude des principales dispositions de la loi du 7 juillet 1900	87
TITRE I ^{er} . — <i>Organisation générale</i>	87
TITRE II. — <i>Organisation et composition des troupes coloniales</i>	91
TITRE III. — <i>Recrutement et réserves</i>	103
TITRE IV. — <i>Dispositions générales</i>	110
CHAPITRE V. — Du rôle de l'armée coloniale au point de vue de la colonisation	112
SECTION I ^{re} . — Pendant la période de conquête....	115
SECTION II. — Pendant la période de paix.....	120
CONCLUSION.....	133
APPENDICE. — Loi du 7 juillet 1900 portant organisation des troupes coloniales.....	139

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute. — X 5115.

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute. X 5415
